

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

22 AVRIL 2014

N°138

SOMMAIRE

Conseil du 22 avril 2014

	<i>Pages</i>
<u>PARTIE 1</u> : DELIBERATIONS	3
<u>PARTIE 2</u> : DECISIONS	129
<u>PARTIE 3</u> : ARRETES	130

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

	<i>Pages</i>
HORS COMMISSION	7
FINANCES	103
PERSONNEL	104
CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES	105
COPROPRIETES	106
SPORTS	107
CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES	108
ECOLOTHEQUE	109
COMMUNICATION	110
MONTPELLIER MEDITERRANEE TECHNOPOLE : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI	111
ARTISANAT, COMMERCE, MARCHÉ D'INTERET NATIONAL	112
TOURISME	113
INNOVATION	114
ECONOMIE AGRICOLE, VITICOLE, TRADITIONS POPULAIRES ET RURALITE, RELATIONS AVEC LA CHASSE ET LA PECHE	115
INSERTION PAR L'ECONOMIQUE	116
SERVICES FUNERAIRES	117
PROTECTION DES ANIMAUX, FOURRIERE ANIMALE	118
EAU ET ASSAINISSEMENT	119
LUTTE CONTRE LES INONDATIONS	120
ENVIRONNEMENT	121
DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS	122
POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT	123
URBANISME, POLITIQUE FONCIERE	124
SANTE, HANDICAP, ACCESSIBILITE ET GERONTOPOLE	125
VOIRIE, JALONNEMENT	126
TRAMWAY, TRANSPORTS, DEPLACEMENTS	127
RELATIONS INTERNATIONALES	128

HORS COMMISSION

Composition du Bureau de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Elections des Vice-Présidents et autres membres	8
Article L. 5211-10 du Code général des Collectivités Territoriales - Délégation du Conseil au Président du Conseil de Communauté	16
Commissions du Conseil de communauté - création et objet	22
Finances - Fiscalité directe - Taux et produits 2014 - Adoption	25
Indemnités de fonction des élus - Approbation	32
Commission d'Appel d'Offres (CAO) - Élection	35
Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics Eau potable, Eau brute et Assainissement - Élection	39
Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics du traitement des déchets ménagers et assimilés - Élection	43
Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du Zénith et du Corum - Élection	47
Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du service des transports urbains et de la mobilité - Élection	51
Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de la patinoire Végapolis - Élection	55
Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum - Élection	59
Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation des Services Funéraires - Élection	63
Organisme extérieur - OPH-ACM - Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Élection	67
Organisme Extérieur - Société d'Économie Mixte locale TaM - Représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Élection	71
Organisme extérieur - Société d'Économie Mixte Locale SERM (Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine) - Représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Élection	74
Organisme extérieur - Société Publique Locale d'Aménagement SAAM - Représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Élection	77
Organisme extérieur - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale Montpellier Événements - Représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Élection	80
Organisme Extérieur - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale SOMIMON - Représentants de la Communauté d'Agglomération - Élection	83
Organisme extérieur - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale BRL - Représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Élection	86
Organismes extérieurs - Société anonyme d'Économie Mixte locale des Services Funéraires de Montpellier Agglomération (SFMA) - Représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Élection	88
Organisme extérieur - Société Publique locale d'Aménagement LRAD - Représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Élection	91
Organisme extérieur - Société Publique Locale d'Aménagement LRAD - Comité de Pilotage - Représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Élection	93
Organisme extérieur - Société Publique Locale d'Aménagement " l'Or Aménagement" - Représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Élection	95
Établissement Public de Coopération Culturelle - École Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier Agglomération (EPCC - ESBAMA) - Représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Élection	97
Association Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon (OONM) - Représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Élection	100

	Pages
FINANCES	
Néant	103
PERSONNEL	
Néant	104
CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES	
Néant	105
COPROPRIETES	
Néant	106
SPORTS	
Néant	107
CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES	
Néant	108
ECOLOTHEQUE	
Néant	109
COMMUNICATION	
Néant	110
MONTPELLIER MEDITERRANEE TECHNOPOLE : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI	
Néant	111
ARTISANAT, COMMERCE, MARCHE D'INTERET NATIONAL	
Néant	112
TOURISME	
Néant	113
INNOVATION	
Néant	114
ECONOMIE AGRICOLE, VITICOLE, TRADITIONS POPULAIRES ET RURALITE, RELATIONS AVEC LA CHASSE ET LA PECHE	
Néant	115
INSERTION PAR L'ECONOMIQUE	
Néant	116
SERVICES FUNERAIRES	
Néant	117
PROTECTION DES ANIMAUX, FOURRIERE ANIMALE	
Néant	118

	Pages
EAU ET ASSAINISSEMENT	
Néant	119
LUTTE CONTRE LES INONDATIONS	
Néant	120
ENVIRONNEMENT	
Néant	121
DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS	
Néant	122
POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT	
Néant	123
URBANISME ET POLITIQUE FONCIERE	
Néant	124
SANTE, HANDICAP, ACCESSIBILITE ET GERONTOPOLE	
Néant	125
VOIRIE, JALONNEMENT	
Néant	126
TRAMWAY, TRANSPORTS, DEPLACEMENTS	
Néant	127
RELATIONS INTERNATIONALES	
Néant	128

HORS COMMISSION



SEANCE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2014

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le vingt-deux avril à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR.

HORS COMMISSION – COMPOSITION DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ELECTIONS DES VICE-PRÉSIDENTS ET AUTRES MEMBRES

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le Conseil est appelé à élire les membres du Bureau, Vice-Présidents et « autres membres » à la suite du renouvellement du Conseil de Communauté.

Sur proposition du Président, après avoir approuvé la proposition de modification de la présente affaire lors de l'adoption de l'ordre du jour, le Conseil de Communauté décide de modifier la délibération n°12 197 du 15 avril 2014 et de procéder à l'élection des 15 Vice-Présidents et de 2 autres membres du Bureau, « Conseillers délégués » au lieu d'un autre membre du Bureau, « Conseiller délégué ».

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.5211-2 et L.2122-7, chacun des membres du Bureau doit être élu successivement au scrutin uninominal majoritaire à trois tours. Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.

Il est rappelé que l'ordre d'élection des membres du Bureau constitue l'ordre du tableau.

Le Conseil procède à l'élection des membres du Bureau selon les dispositions susvisées.

1°) Election du Premier Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Catherine DARDE.
Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents	: 90
(émargements)	
Votants	: 90
Bulletins nuls	: 6
(bulletins litigieux à déduire: articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs	: 9
Suffrages exprimés	: 75
Majorité absolue	: 38

Madame Catherine DARDE, ayant obtenu 75 voix, est élue à l'unanimité des suffrages exprimés Première Vice-Présidente.

2°) Election du Second Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Max LEVITA.
Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents	: 90
(émargements)	
Votants	: 90
Bulletins nuls	: 2
(bulletins litigieux à déduire: articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs	: 12

Délibération n° 12200

Suffrages exprimés : 76
Majorité absolue : 39

Monsieur Max LEVITA, ayant obtenu 76 voix, est élu à l'unanimité des suffrages exprimés Second Vice-Président.

3°) Election du Troisième Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Stéphanie JANNIN.
Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents : 91
(émargements)
Votants : 91
Bulletins nuls : 1
(bulletins litigieux à déduire:
articles L.65 et L.66 du Code électoral)
Bulletins blancs : 8

Suffrages exprimés : 82
Majorité absolue : 42

Madame Stéphanie JANNIN, ayant obtenu 82 voix, est élue à l'unanimité des suffrages exprimés Troisième Vice-Présidente.

4°) Election du quatrième Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Cyril MEUNIER.
Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents : 91
(émargements)
Votants : 91
Bulletins nuls : 6
(bulletins litigieux à déduire:
articles L.65 et L.66 du Code électoral)
Bulletins blancs : 14

Suffrages exprimés : 71
Majorité absolue : 36

Monsieur Cyril MEUNIER, ayant obtenu 71 voix, est élu à l'unanimité des suffrages exprimés quatrième Vice-Président.

5°) Election du cinquième Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Isabelle GUIRAUD.
Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents : 91
(émargements)
Votants : 91
Bulletins nuls : 2
(bulletins litigieux à déduire:
articles L.65 et L.66 du Code électoral)

Délibération n° 12200

Bulletins blancs	: 7
Suffrages exprimés	: 82
Majorité absolue	: 42

Madame Isabelle GUIRAUD, ayant obtenu 82 voix, est élue à l'unanimité des suffrages exprimés cinquième Vice-Présidente.

6°) Election du sixième Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Laurent JAOUL.
Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents	: 92
(émargements)	
Votants	: 92
Bulletins nuls	: 7
(bulletins litigieux à déduire: articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs	: 18

Suffrages exprimés	: 67
Majorité absolue	: 34

Monsieur Laurent JAOUL, ayant obtenu 67 voix, est élu à l'unanimité des suffrages exprimés sixième Vice-Président.

7°) Election du septième Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Bernard TRAVIER.
Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents	: 91
(émargements)	
Votants	: 91
Bulletins nuls	: 3
(bulletins litigieux à déduire: articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs	: 8

Suffrages exprimés	: 80
Majorité absolue	: 41

Monsieur Bernard TRAVIER, ayant obtenu 80 voix, est élu à l'unanimité des suffrages exprimés septième Vice-Président.

8°) Election du huitième Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Isabelle GIANIEL.
Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents	: 92
(émargements)	
Votants	: 92

Délibération n° 12200

Bulletins nuls : 2
(bulletins litigieux à déduire:
articles L.65 et L.66 du Code électoral)
Bulletins blancs : 14

Suffrages exprimés : 76
Majorité absolue : 39

Madame Isabelle GIANIEL, ayant obtenu 76 voix, est élue à l'unanimité des suffrages exprimés huitième Vice-Présidente.

9°) Election du neuvième Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Rabii YOUSSEUS.
Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents : 91
(émargements)
Votants : 91
Bulletins nuls : 3
(bulletins litigieux à déduire:
articles L.65 et L.66 du Code électoral)
Bulletins blancs : 9

Suffrages exprimés : 79
Majorité absolue : 40

Monsieur Rabii YOUSSEUS, ayant obtenu 79 voix, est élu à l'unanimité des suffrages exprimés neuvième Vice-Président.

10°) Election du dixième Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER.
Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents : 91
(émargements)
Votants : 91
Bulletins nuls : 5
(bulletins litigieux à déduire:
articles L.65 et L.66 du Code électoral)
Bulletins blancs : 13

Suffrages exprimés : 73
Majorité absolue : 37

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, ayant obtenu 73 voix, est élu à l'unanimité des suffrages exprimés dixième Vice-Président.

11°) Election du onzième Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Isabelle TOUZARD.
Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Délibération n° 12200

Présents	: 92
(émargements)	
Votants	: 92
Bulletins nuls	: 2
(bulletins litigieux à déduire: articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs	: 9

Suffrages exprimés	: 81
Majorité absolue	: 41

Madame Isabelle TOUZARD, ayant obtenu 81 voix, est élue à l'unanimité des suffrages exprimés onzième Vice-Présidente.

12°) Election du douzième Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Pierre BONNAL.
Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents	: 91
(émargements)	
Votants	: 91
Bulletins nuls	: 7
(bulletins litigieux à déduire: articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs	: 8

Suffrages exprimés	: 76
Majorité absolue	: 39

Monsieur Pierre BONNAL, ayant obtenu 75 voix, est élu à l'unanimité des suffrages exprimés douzième Vice-Président.

13°) Election du treizième Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur René REVOL.
Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents	: 92
(émargements)	
Votants	: 92
Bulletins nuls	: 10
(bulletins litigieux à déduire: articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs	: 15

Suffrages exprimés	: 67
Majorité absolue	: 34

Monsieur René REVOL, ayant obtenu 67 voix, est élu à l'unanimité des suffrages exprimés treizième Vice-Président.

14°) Election du quatorzième Vice-Président

Délibération n° 12200

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Chantal MARION.
Aucune autre candidature n'est proposée.

* 1er tour de scrutin :

Présents	: 92
(émargements)	
Votants	: 92
Bulletins nuls	: 4
(bulletins litigieux à déduire: articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs	: 9
Suffrages exprimés	: 79
Majorité absolue	: 40

Madame Chantal MARION, ayant obtenu 79 voix, est élue à l'unanimité des suffrages exprimés quatorzième Vice-Présidente.

15°) Election du quinzième Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Noël SEGURA.
Aucune autre candidature n'est proposée.

* 1er tour de scrutin :

Présents	: 92
(émargements)	
Votants	: 92
Bulletins nuls	: 3
(bulletins litigieux à déduire: articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs	: 18
Suffrages exprimés	: 71
Majorité absolue	: 36

Monsieur Noël SEGURA, ayant obtenu 71 voix, est élu à l'unanimité des suffrages exprimés quinzième Vice-Président.

16°) Election du premier « Conseiller délégué », autre membre du Bureau

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI.
Aucune autre candidature n'est proposée.

* 1er tour de scrutin :

Présents	: 92
(émargements)	
Votants	: 92
Bulletins nuls	: 2
(bulletins litigieux à déduire: articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs	: 12
Suffrages exprimés	: 78
Majorité absolue	: 40

Monsieur Noël SEGURA, ayant obtenu 78 voix, est élu à l'unanimité des suffrages exprimés premier « Conseiller délégué », autre membre du Bureau.

17°) Election du second « Conseiller délégué » autre membre du Bureau

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Jean-François AUDRIN.
Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents	: 91
(émargements)	
Votants	: 91
Bulletins nuls	: 3
(bulletins litigieux à déduire: articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs	: 14
Suffrages exprimés	: 74
Majorité absolue	: 38

Monsieur Jean-François AUDRIN, ayant obtenu 74 voix, est élu à l'unanimité des suffrages exprimés second « Conseiller délégué », autre membre du Bureau.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier la composition du Bureau et la fixer à 18 membres soit le Président, 15 Vice-Présidents et 2 Conseillers délégués, autres membres du Bureau ;
- approuver l'élection des 15 Vice-Présidents et 2 Conseillers délégués, autres membres du Bureau ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire **25 AVR. 2014**
Publié le :
Déposé En Préfecture **25 AVR. 2014**
Le :
Numéro de l'acte : *Imc 180747-DE*

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2014

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le vingt-deux avril à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR.

HORS COMMISSION – ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - DÉLÉGATION DU CONSEIL AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Afin de permettre aux services des collectivités de fonctionner selon le principe de continuité, le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer au Président la faculté de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines.

L'article L. 5211-10 du CGCT prévoit ainsi que le Président peut recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- 1° *Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;*
- 2° *De l'approbation du compte administratif ;*
- 3° *Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;*
- 4° *Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;*
- 5° *De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;*
- 6° *De la délégation de la gestion d'un service public ;*
- 7° *Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.*

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Il est donc proposé de déléguer au Président, la prise de décisions dans les domaines suivants :

1. Patrimoine et domanialité :

1.1 arrêter et modifier l'affectation des propriétés communautaires utilisées par les services publics de la Communauté d'agglomération ;

1.2 autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous Déclaration d'Utilité Publique (DUP), ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté ;

1.3 décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 € ;

1.4 décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;

1.5 autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de la Communauté aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de communauté ;

1.6 autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;

1.7 autoriser l'acquisition d'œuvres d'art à titre onéreux qui ne font pas l'objet d'une demande de subvention, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

1.8 approuver la signature des conventions de prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et autoriser celles établies au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

1.9 accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;

1.10 fixer, dans les limites déterminées par le Conseil de Communauté, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Communauté qui n'ont pas un caractère fiscal ;

1.11 agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises.

2. Urbanisme

2.1 exercer, au nom de la Communauté, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme que la Communauté en soit titulaire, directement ou par substitution ou délégataire et autoriser la signature de convention de tiers payeur ;

2.2 autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;

2.3 prendre toute décision concernant la passation, dans le périmètre des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) d'intérêt communautaire, de conventions de participation prévues à l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme.

3. Finances

3.1 procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Communauté, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés ;
 - avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts ;
 - avec possibilité de remboursement in fine ;
 - à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).
- Le contrat d'emprunt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :
- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement ;
 - la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt ;
 - la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt ;
 - la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le Président de la Communauté d'Agglomération bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par le contrat d'emprunt et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

3.2 créer et modifier les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté ;

3.3 autoriser la modification temporaire des tarifs d'accès aux différents établissements et services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ou la création de tarifs spécifiques, pour une durée n'excédant pas trois mois ;

3.4 autoriser, au sein des services de la Communauté, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation.

4. Commande publique

4.1 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

- Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de travaux passés en procédure adaptée d'un montant strictement inférieur à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.2 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services relevant du 1^{er} alinéa de l'article 3 du Code des marchés publics, lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

- prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de travaux, relevant du 1^{er} alinéa de l'article 3 du Code des marchés publics, lorsque leur montant est strictement inférieur à 1 500 000 € HT, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.3 prendre toute décision concernant la résiliation des marchés publics et accords cadres conclus par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ne relevant pas des deux alinéas 4.1 et 4.2 de la présente délibération relative aux délégations permanentes de l'Assemblée délibérante au Président ;

4.4 prendre toute décision autorisant dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, la signature des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant « contractuel du marché », tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux pour les marchés à prix unitaires, dans la limite de 5% du montant « contractuel du marché », tel que défini à l'article 15 du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux pour les marchés à prix forfaitaire et dans la limite résultant de ces taux et des modalités de calcul définies à l'article 15.3 pour les marchés à prix mixte ;

4.5 approuver et conclure tous les avenants aux marchés et accords cadres, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché ;

4.6 approuver et conclure tous les avenants aux marchés et accords cadres qui n'ont pas été soumis eux mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget,

que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.7 préparer, passer, exécuter et régler tous les marchés publics relevant de l'urgence impérieuse telle que définie dans le Code des marchés publics, quelques soient leurs montants, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.8 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des protocoles transactionnels de fournitures courantes et services qui peuvent être passés dans le cadre des marchés à procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des protocoles transactionnels relatifs à des marchés de travaux passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 26 et 146 du code des marchés publics, d'un montant strictement inférieur à 1 500 000 € H.T, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.9 fixer le montant des indemnités et/ou primes à verser en contrepartie des prestations demandées dans le cadre des procédures de mise en concurrence pour la conclusion des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.10 fixer le montant des indemnités et/ou primes à verser en contrepartie des prestations demandées dans le cadre des procédures de mise en concurrence pour la conclusion des marchés et accords cadres de travaux passés en procédure adaptée d'un montant strictement inférieur à 1 500 000 € H.T, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice .

4.11 prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur.

5. Personnel – élus

5.1 adopter les documents uniques et leur mise à jour établis en application des dispositions du Code du travail.

6. Contentieux

6.1 intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

6.2 indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable.

7. Divers

7.1 autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

7.2 adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics communautaires.

7.3 autoriser la signature de convention de dépotage de sous-produits d'assainissement.

En cas d'empêchement du Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'assemblée délibérante au Président sont attribuées à l' élu le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de ses fonctions, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- déléguer au Président la prise de décision dans les domaines ci-dessus énumérés ;
- dire que le Président pourra déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, en vertu de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la signature des actes subséquents à ces décisions ;
- dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises ;
- autoriser le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 25 AVR. 2014
Publié le :
Déposé En Préfecture 25 AVR. 2014
Le :
Numéro de l'acte : Imc 180 305-DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2014

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le vingt-deux avril à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR.

HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ - CRÉATION ET OBJET

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

En application des articles L. 2121-22 et L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil peut créer des Commissions chargées d'étudier les affaires qui lui sont soumises. Ces Commissions ont un rôle consultatif.

Les Commissions seront composées de tous les membres titulaires et suppléants du Conseil de Communauté qui en font la demande, ce pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée.

Elles sont ouvertes aux adjoints aux maires et aux conseillers municipaux qui sans avoir la qualité de conseiller communautaire, sont titulaires d'une délégation en rapport avec l'objet des Commissions. Ces élus désignés par le maire des communes membres participeront aux débats mais ne prendront pas part aux éventuels votes des Commissions. Le nombre de membres d'une même Commission ne pourra excéder 1/3 du nombre total des conseillers sauf pour la Commission des Finances qui comprend au moins les maires des communes membres.

Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est Président de droit de toutes les Commissions. Chaque Commission élira en son sein un Président, chargé de convoquer et de présider chaque réunion en l'absence du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Un ou deux Présidents suppléants, désignés par les membres de la Commission sont chargés de convoquer et de présider chaque réunion en l'absence du Président de la Commission.

Après recensement des vœux émis par chacun des membres du Conseil Communautaire et des désignations des maires des communes membres à intervenir au plus tard le 12 mai 2014 la composition des Commissions sera établie par délibération lors du prochain Conseil de Communauté.

Un courrier sera transmis à cet effet à l'ensemble des conseillers communautaires titulaires et suppléants et chacun des maires des communes membres.

Ces dispositions seront reprises dans le règlement intérieur, qui sera adopté dans les six mois suivant l'installation du Conseil, en application des articles L.2121-8 et L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il est proposé au Conseil de créer les 15 Commissions suivantes dont le domaine d'intervention est fixé ci-après :

- POLITIQUE DE LA VILLE ;
- FINANCES ;
- AMENAGEMENT ET URBANISME ;
- ENVIRONNEMENT ;
- ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES ;
- PROXIMITE ET RELATIONS USAGERS ;
- CULTURE ;
- TRANSPORTS ET MOBILITE ;
- ESPACE PUBLIC ;
- SPORTS ET TRADITIONS ;
- EMPLOI – TPE & PME – ARTISANAT ET AGRICULTURE ;
- RESSOURCES HUMAINES ;
- EAU ET MILIEUX AQUATIQUES ;
- DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ATTRACTIVITE ;
- LOGEMENT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer le nombre de Commissions chargées d'étudier les questions soumises au Conseil à 15 ;

Délibération n° 12202

- approuver les domaines d'intervention de chacune d'elles ;
- approuver les modalités de constitution des ces Commissions telles que définies ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 25 AVR. 2014
Publié le :
Déposé En Préfecture 25 AVR. 2014
Le :
Numéro de l'acte : Imc 180241-DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2014

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le vingt-deux avril à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR.

FINANCES – FISCALITÉ DIRECTE - TAUX ET PRODUITS 2014 - ADOPTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

I. Taux 2014 des quatre taxes directes locales

Depuis la réforme de taxe professionnelle, la Communauté d'Agglomération se prononce sur l'adoption du taux des 4 taxes directes locales : taxe d'habitation, taxe sur le foncier bâti, taxe sur le foncier non bâti et cotisation foncière des entreprises (CFE).

Les autres taxes transférées, cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), Impositions Forfaitaires sur les Entreprises de Réseaux (IFER) et Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM) se voient appliquer un taux national.

Les bases nettes d'imposition notifiées par la Direction Régionale des Finances Publiques (DRFIP) le 13 mars dernier s'établissent comme suit :

- Cotisation Foncière des Entreprises : 148 979 000€,
- Taxe d'Habitation : 648 665 000€,
- Taxe sur le Foncier Bâti : 554 321 000€,
- Taxe sur le Foncier Non Bâti : 1 983 000€.

En appliquant pour 2014 les taux identiques à 2013, soit une évolution des taux à 0 % :

- Cotisation Foncière des Entreprises : 36,58%,
- Taxe d'Habitation : 12,08%,
- Taxe sur le Foncier Bâti : 0,167%,
- Taxe sur le Foncier Non Bâti : 5,69%.

Le produit attendu s'élève à :

- Cotisation Foncière des Entreprises : 54 496 518€,
- Taxe d'Habitation : 78 358 732€,
- Taxe sur le Foncier Bâti : 925 716€,
- Taxe sur le Foncier Non Bâti : 112 833€.

A titre d'information, la DRFIP a également notifié les montants suivants :

- Allocations compensatrices : 5 175 208 €
- Taxe Additionnelle au Foncier Non Bâti : 544 107€
- IFER Impositions Forfaitaires sur les Entreprises de Réseau : 1 333 169€
- Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises : 28 331 964€
- TASCOM Taxe sur les surfaces commerciales : 5 743 925€

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est contributrice au Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources à hauteur de 18 616 655€.

II. Taux 2014 de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM)

Les bases nettes de la TEOM notifiées par la DRFIP le 10 mars dernier s'élèvent à 568 480 462€. Le produit attendu à taux constant s'élève à 63 954 052€.

III. Synthèse des produits prévisionnels pour 2014

Taxes	Bases d'imposition 2014	Taux d'imposition 2014	% d'évolution des taux en 2014	Produit d'imposition 2014 (en euros)
Taxe d'habitation	648 665 000	12,08%	0%	78 358 732
Taxe sur le Foncier Bâti	554 321 000	0,167%	0%	925 716
Taxe sur le Foncier Non Bâti	1 983 000	5,69%	0%	112 833
Cotisation Foncière des Entreprises	148 979 000	36,58%	0%	54 496 518
Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères	568 480 462	11,25%	0%	63 954 052
Total				197 847 851

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- maintenir le taux de Cotisation Foncière des Entreprises à 36.58 %,
- maintenir le taux de Taxe d'Habitation à 12.08%,
- maintenir le taux de Taxe sur le Foncier Bâti à 0.167%,
- maintenir le taux de Taxe sur le Foncier Non Bâti à 5.69%,
- maintenir le taux de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères à 11.25%,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 25 AVR. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture 25 AVR. 2014

Le :

Numéro de l'acte : Imc 180381-DE

Pour l'extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





ETAT DE NOTIFICATION DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2014

I-1 - PRODUIT DE LA COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES (CFE) A TAUX CONSTANT :

Bases d'imposition effectives 2013	Taux d'imposition de 2013	Taux d'imposition plafonné pour 2014	Bases d'imposition prévisionnelles 2014	Produit fiscal de référence (col.4 x col.2 ou col.3)	Pour information : Bases de taxe d'habitation relatives aux logements vacants
1	2	3	4	5	6
CFE	149 437 676	36,58	>>>	148 979 000	54 496 518
					312 740

I-2 - RESSOURCES TH & TF A TAUX CONSTANTS :

Bases d'imposition effectives 2013	Taux d'imposition ou taux moyens pondérés de 2013	Taux moyens pondérés des communes (si fusion)	Bases d'imposition prévisionnelles 2014	Produit fiscal de référence (col.4 x col.2)
1	2	3	4	5
Taxe d'habitation	633 078 450	12,08	648 665 000	78 358 732
Taxe foncière (bâti)	542 153 559	0,167	554 321 000	925 716
Taxe foncière (non bâti)	2 023 600	5,69	1 983 000	112 833

II - DECISIONS DU CONSEIL DE L'EPIC

1. PRODUIT DES TAXES DIRECTES LOCALES ATTENDU POUR 2014

156 405 517	5 175 208	544 107	1 333 169	28 331 964	5 743 925
Produit nécessaire à l'équilibre du budget	Total allocations compensatrices	Produit taxe additionnelle FNB	Produit global des IPER	Produit de la CVAE	DCRTP
		18 616 665 =	54 496 518	19 397 281	TASCOM
	Versement GIR	Prélèvement GIR	Produit attendu de la cotisation foncière des entreprises unique	Produit fiscal attendu TH&TF (à reporter au cadre II-2)	

2. IMPOSITIONS ADDITIONNELLES (FISCALITE MIXTE)

3. TAUX VOTE AU TITRE DE LA CFE POUR 2014

Coefficient de variation proportionnelle (à exprimer avec 6 décimales)	Taux de référence (col.2, 3 ou 3b x col.7)	TAUX VOTES	Produit correspondant (col.4 x col.9)	Réserve de taux capitalisée	Réserve de taux utilisée	TAUX VOTE	Taux mis en réserve
6	7	8	9	10	11	12	13
Produit attendu des taxes d'habitation et foncières	79 397 281	12,01	78 358 732	1,19		36,58	
			925 716				
			112 833				
			19 397 281				
			54 496 518				

Si décision de modifier la durée d'intégration
des taux, indiquer ci-contre la nouvelle
durée

A MONTPELLIER
Le DIRECTEUR REG. DES FINANCES PUBLIQUES
MADINE CHAUVIERE
le 13 MARS 2014

Le préfet,

MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

Philippe JACQUES
Le président

le 22.04.14

Président de la Communauté d'agglomération de Montpellier
FEUILLET A RETOURNER AUX SERVICES PREFECTORAUX EN TROIS EXEMPLAIRES,
ACCOMPAGNE DE LA DELIBERATION DE VOTE DES TAUX

EPCI : 172 AGGLOMERATION DE MONTPELLIER
ARRONDISSEMENT : 34
TRESORERIE SPL : 019



N° 1259 FPU (2)

TAUX
FDL
2014

ETAT DE NOTIFICATION DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2014

III - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

1a. DETAIL DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES¹²

Taxe d'habitation :	3 641 836
Taxe foncière (bâti) :	4 583
Taxe foncière (non bâti) :	
Taxe professionnelle / CFE :	
a. Dotation unique spécifique (TP)	1 299 941
b. Réduction des bases des créations d'établissements	122 296
c. Exonération en zones d'aménagement du territoire	55 386
d. Abattement de 25% en Corse	
Dotation pour perte de THLV :	38 976
1b. CVAE DUE COLLECTEE (pour information) ¹³	
Part de CVAE imposée au profit de l'EPCL	20 708 031

2a. BASES NON TAXEES¹⁴

Basés exonérés par le conseil de l'EPCL	
Cotisation foncière des entreprises	
Basés exonérés par la loi dans certaines zones	
Taxe foncière (bâti)	
Taxe foncière (non bâti)	
Cotisation foncière des entreprises	
Basés exonérés par la loi au titre des terres agricoles	
2b. CVAE - DEGREVEMENTS ET EXONERATIONS ¹⁵	
CVAE : part dégrevée	
CVAE : part relative aux exonérations compensées	
CVAE : part relative aux exonérations non compensées	

2c. PRODUIT DES IFR¹⁶

Eoliennes & hydrolennes	
Centrales électriques	
Centrales photovoltaïques	
Centrales hydrauliques	
Transformateurs	
Stations radioélectriques	
Gaz - stockage, transport...	

3. ELEMENTS UTILES AU VOTE DU TAUX DE COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES¹⁶

Situation de l'EPCL au regard de la FPU	Taux maximum de droit commun ¹⁵	Taux maximum dérogatoire ¹⁶	Taux maximum avec rattachage ¹⁷
Première année de FPU			
FPU régime de croisière	36,49	36,58	

EPCL à fiscalité professionnelle unique en régime de croisière
Coefficients de variation des taux moyens pondérés des communes membres :

Coefficient de variation du taux moyen pondéré de taxe d'habitation ²¹	0,997582
Coefficient de variation du taux moyen pondéré des taxes foncières et d'habitation ²²	0,997777

EPCL en régime de croisière

Plafonnement du taux de CFE

Taux moyen pondéré en cas de changement de périmètre ²³	20,20
Taux moyen communal 2013 (niveau national) ²⁴	37,68
Taux plafond pour 2014 ²⁵	51,38

MAJORATION SPECIALE DU TAUX DE CFE¹⁷

Taux moyen pondéré des taxes d'habitation et foncières de 2013 : de l'EPCL national	Taux maximum de la majoration spéciale :
//////	//////
//////	//////

A LA TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES

TAXE INSTITUTE PAR L'EPCI

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION : 172 AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Bases exonérées sur délibération : 137 791

Pas de plafonnement institué : >>>>>>>

Coefficient : >>>>>>>

Bases définitives de l'année précédente : 556 103 468

Bases prévisionnelles d'imposition : 568 480 462

I-COMMUNES DONT LES TAUX TEOM NE SONT PAS EN COURS D'HARMONISATION PROGRESSIVE

ZIP	BASES PREVISIONNELLES	TAUX	PRODUITS ATTENDUS
ZONE UNIQUE	568 480 462	44,25%.	63 954 052

A MONTPELLIER, le 07 mars 2014

A

le

A

Le Directeur Départemental des Finances Publiques,

Le Préfet,

Le Président,

NADINE CHAUVIERE

Nadine Chauviere
28.04.14

ETAT ANNEXE DETAILLE SUR LES BASES PREVISIONNELLES PAR ZONE INTERCOMMUNALE DE PERCEPTION
 III - COMMUNES DONT LES TAUX TEOM NE SONT PAS EN COURS D'HARMONISATION PROGRESSIVE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION : 172 AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

1259 TEOM - I

Zone Intercommunale de Perception	COMMUNES	Zone Infra Communale	BASES D'IMPOSITION PREVISIONNELLES
ZONE UNIQUE	022	P	6 810 027
	027	P	1 283 379
	057	P	27 340 765
	058	P	6 752 383
	077	P	6 310 903
	087	P	2 844 146
	088	P	5 360 128
	090	P	11 161 523
	095	P	8 167 464
	116	P	9 172 290
	120	P	6 860 919
	123	P	11 326 538
	129	P	26 299 263
	134	P	3 306 136
	164	P	763 580
	169	P	5 670 016
	172	P	345 994 985
	179	P	1 705 442
	198	P	18 622 002
	202	P	6 218 363
	217	P	5 089 862
	227	P	1 196 065
	244	P	2 142 872
	249	P	2 102 099
	256	P	1 712 325
	259	P	6 332 046
	270	P	18 357 646
	295	P	1 355 618
	307	P	2 212 012
	327	P	8 052 145
	337	P	7 957 520



SEANCE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2014

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le vingt-deux avril à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR.

HORS COMMISSION – INDEMNITÉS DE FONCTION DES ÉLUS - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

En application de l'article L.5211-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsque l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale est renouvelé, la délibération fixant les indemnités de ses membres intervient dans les trois mois suivant son installation.

Cet article énonce également que toute délibération concernant les indemnités de fonction d'un ou de plusieurs de ses membres est accompagnée d'un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres de l'assemblée concernée.

Il convient dès lors de fixer les indemnités suivantes :

- **Pour le Président** de la Communauté d'Agglomération dont la population est supérieure à 400 000 habitants, ces indemnités sont fixées à 142,369% du montant du traitement mensuel correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique (I.B. 1015, I.M. 821).

- **Pour les Vice-présidents** de la Communauté d'Agglomération, dont la population est supérieure à 400 000 habitants, ces indemnités sont fixées à 68,379% du montant du traitement mensuel correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique (I.B. 1015, I.M. 821).

- **Pour les Conseillers communautaires ayant reçu une délégation de fonction (membre ou non du Bureau)**, leurs indemnités sont prélevées conformément à l'article L.5216-4 du CGCT sur l'enveloppe indemnitaire du Président et des Vice-Présidents. Celles-ci sont fixées à 32,225% du montant du traitement mensuel correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique (I.B. 1015, I.M. 821).

- **Pour les Conseillers communautaires** de la Communauté d'Agglomération correspondant à la strate démographique de 400 000 habitants au moins, les indemnités perçues, pour l'exercice de leurs fonctions, sont fixées à 28% du montant du traitement mensuel correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique (I.B. 1015, I.M. 821).

De nouvelles modalités du reversement de l'écêtement des indemnités de fonction ont été instaurées par l'article 36 de la loi n°2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires. Désormais lorsque le plafond de 8 272,02 € au 1^{er} juillet 2010 (déduction faite des cotisations sociales obligatoires) est dépassé, les indemnités font l'objet d'un écêtement qui doit être reversé au budget de la personne publique au sein de laquelle le conseiller exerce le plus récemment un mandat ou une fonction. En cas de mandats issus d'une même élection, c'est la date d'installation dans chacune des fonctions qui détermine la collectivité bénéficiaire de l'écêtement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer les indemnités de fonction du Président, des Vice-Présidents, des membres du Bureau, des Conseillers communautaires ayant reçu ou non délégation de fonction selon l'annexe à la présente délibération à compter de leur entrée en fonction,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 25 AVR. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture 25 AVR. 2014

Le :

Numéro de l'acte : Imc 180 384-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.



INDEMNITES DE FONCTION ALLOUEES AUX ELUS COMMUNAUTAIRES

Mandat	Indemnités brutes mensuelles (valeur du point au 1 ^{er} juillet 2010)
Président	5 412,13 €
Vice-Présidents(es)	2 599,40 €
Conseiller(e)s communautaires ayant reçu une délégation de fonction	1 225 €
Conseiller(e)s communautaires	1 064,41 €



SEANCE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2014

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le vingt-deux avril à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR.

HORS COMMISSION – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES (CAO) - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

A la suite du renouvellement du Conseil Communautaire, il convient d'arrêter la composition de la Commission d'Appel d'Offres (CAO).

Selon l'article 22 du Code des marchés publics, cette Commission est composée du Président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant désigné par arrêté et cinq membres élus en son sein par le Conseil de Communauté, à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Il est procédé selon les mêmes règles, à l'élection des membres suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires.

L'élection des membres titulaires et suppléants a lieu au scrutin secret sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de siège de titulaire à pourvoir. En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont recueilli le même nombre de suffrage, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamé élu.

Il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la Commission d'Appel d'Offres par le suppléant inscrit sur la même liste et venant immédiatement après le dernier titulaire de la liste. Le remplacement du suppléant, ainsi devenu membre titulaire, est assuré par le candidat inscrit sur la même liste, immédiatement après ce dernier.

Il est procédé au renouvellement intégral de la Commission d'Appel d'Offres lorsqu'une liste se trouve dans l'impossibilité de parvenir, dans les conditions mentionnées ci-dessus, au remplacement des membres titulaires auxquels elle a droit.

Dans la perspective de cette élection, les listes devaient être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au plus tard le mardi **22 avril 2014 à 12 heures**.

Chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election de la Commission d'Appel d'Offres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ».

Chaque liste ne pouvait comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil de Communauté, y compris pour les membres suppléants de la Commission d'Appel d'Offres.

Après approbation de ces modalités d'organisation du scrutin par l'assemblée, il est demandé au Conseil de Communauté de bien vouloir procéder à l'élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres.

Deux listes ont été déposées dans les délais et conditions fixées dans le pré-rapport d'information transmis à l'ensemble des membres du Conseil de Communauté.

La première liste (liste 1) déposée par Monsieur le Président est composée comme suit :

Membres titulaires :

- Pierre BONNAL,
- Rosy BUONO,
- Guy BARRAL,
- Marie-Pierre PASDELOU,
- Robert COTTE.

Membres suppléants :

- Catherine DARDE,
- Gérard CASTRE,
- Chantal MARION,
- Joël RAYMOND,

Délibération n° 12205

- Pascal KRZYZANSKI.

Une seconde liste (liste 2) déposée par Madame JAMET est composée comme suit :

Membres titulaires :

- France JAMET.

Membres suppléants :

- Djamel BOUMAAZ.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies ci dessus.

Élection de la Commission d'Appel d'Offres

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents : 91

(émargements)

Votants : 91

Bulletins nuls : 2

(bulletins litigieux à déduire :

articles L.65 et L.66 du Code électoral)

Bulletins blancs : 11

Suffrages exprimés : 78

Sièges à pourvoir : 5

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 15,6

Titulaires

- Liste 1

Voix obtenues : 76

Attribution au quotient : 4

Attribution au plus fort reste : 1

Total : 5

- Liste 2

Voix obtenues : 2

Attribution au quotient : 0

Attribution au plus fort reste : 0

Total : 0

Suppléants :

- Liste 1 :

Voix obtenues : 76

Attribution au quotient : 4

Attribution au plus fort reste : 1

Total : 5

- Liste 2 :

Voix obtenues : 2

Attribution au quotient : 0

Attribution au plus fort reste : 0

Total : 0

La liste 1 est élue.

La Commission d'Appel d'Offres est donc composée comme suit :

Monsieur le Président, Président de droit ou son (sa) représentant(e),

Membres titulaires :

- Pierre BONNAL,
- Rosy BUONO,
- Guy BARRAL,
- Marie-Pierre PASDELOU,
- Robert COTTE.

Membres suppléants :

- Catherine DARDE,
- Gérard CASTRE,
- Chantal MARION,
- Joël RAYMOND,
- Pascal KRZYZANSKI.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

25 AVR. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture

25 AVR. 2014

Le :

Numéro de l'acte : Imc 180 485-DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2014

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le vingt-deux avril à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOLU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR.

HORS COMMISSION – COMMISSION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIVE AUX SERVICES PUBLICS EAU POTABLE, EAU BRUTE ET ASSAINISSEMENT - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.1411-5, la Commission de Délégation de Service Public relative aux services eau potable, eau brute et assainissement est composée du Président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants. Le comptable de la collectivité et un représentant du Directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes siègent également à la Commission avec voix consultative.

Les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics eau potable, eau brute et assainissement doivent être élus en son sein par l'assemblée délibérante, au scrutin secret, de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des votes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

L'assemblée délibérante a fixé les conditions de dépôt des listes lors du Conseil du 15 avril 2014, en application de l'article D.1411-5 du Code Général des Collectivités, comme suit :

- les listes établies pour l'élection de la commission, doivent être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération. La date limite de dépôt était fixée **au mardi 22 avril 2014 à 12 heures**.
- chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election » ainsi que le nom de la Commission de Délégation de Service Public.
- chaque liste établie pour l'élection de chacune de la commission ne pouvait comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil de Communauté y compris pour les membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public.

Après approbation de ces modalités d'organisation du scrutin par l'assemblée, il est demandé au Conseil de Communauté de bien vouloir procéder à l'élection des membres de la Commission de Délégation de Service Public relative aux services eau potable, eau brute et assainissement.

Deux listes ont été déposées dans les conditions fixées par la délibération n°12 198 du 15 avril 2014.

La première liste (liste 1) déposée par Monsieur le Président est composée comme suit :

Membres titulaires :

- Jean-Luc MEISSONNIER,
- Abdi EL KANDOUSSI,
- Stéphanie JANNIN,
- Laurent JAOUL,
- Renaud CALVAT.

Membres suppléants :

- Arnaud MOYNIER,
- Jean- Marc LUSSERT,
- Michèle CASSAR,
- Michel FRAYSSE,

- Pierre BONNAL.

La seconde liste (liste 2) déposée par Madame JAMET est composée comme suit :

Membres titulaires :

- France JAMET.

Membres suppléants :

- Djamel BOUMAAZ.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies ci dessus.

Élection de la Commission de Délégation de Service Public relative aux services eau potable, eau brute et assainissement

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents : 90

(émargements)

Votants : 90

Bulletins nuls : 0

(bulletins litigieux à déduire :

articles L.65 et L.66 du Code électoral)

Bulletins blancs : 7

Suffrages exprimés : 83

Sièges à pourvoir : 5

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 16,6

Titulaires

- Liste 1

Voix obtenues : 80

Attribution au quotient : 4

Attribution au plus fort reste : 1

Total : 5

- Liste 2

Voix obtenues : 3

Attribution au quotient : 0

Attribution au plus fort reste : 0

Total : 0

Suppléants :

- Liste 1 :

Voix obtenues : 80

Attribution au quotient : 4

Attribution au plus fort reste : 1

Total : 5

- Liste 2 :

Voix obtenues : 3

Attribution au quotient : 0

Attribution au plus fort reste : 0

Total : 0

La liste 1 est élue. La Commission de Délégation de Service Public relative aux services eau potable, eau brute et assainissement est donc composée comme suit :

- Monsieur le Président, Président de droit ou son (sa) représentant(e) ;

Membres titulaires :

- Jean-Luc MEISSONNIER,
- Abdi EL KANDOUSSI,
- Stéphanie JANIN,
- Laurent JAOUL,
- Renaud CALVAT.

Membres suppléants :

- Arnaud MOYNIER,
- Jean- Marc LUSSERT,
- Michèle CASSAR,
- Michel FRAYSSE,
- Pierre BONNAL.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 25 AVR. 2014
Publié le :
Déposé En Préfecture 25 AVR. 2014
Le :
Numéro de l'acte : Imc 180427-DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2014

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le vingt-deux avril à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR.

**HORS COMMISSION – COMMISSION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC
RELATIVE AUX SERVICES PUBLICS DU TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS
ET ASSIMILÉS - ÉLECTION**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.1411-5, la Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics du traitement des déchets ménagers et assimilés est composée du Président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants. Le comptable de la collectivité et un représentant du directeur départemental de la concurrence et de la répression des fraudes siègent également à la Commission avec voix consultative.

Les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics du traitement des déchets ménagers et assimilés doivent être élus en son sein par l'assemblée délibérante, au scrutin secret, de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel. Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des votes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

L'assemblée délibérante a fixé les conditions de dépôt des listes lors du Conseil du 15 avril 2014, en application de l'article D.1411-5 du Code Général des Collectivités, comme suit :

- les listes établies pour l'élection de la commission, doivent être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération. La date limite de dépôt était fixée **au mardi 22 avril 2014 à 12 heures**.
- chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election » ainsi que le nom de la Commission de Délégation de Service Public.
- chaque liste établie pour l'élection de chacune de la commission ne pouvait comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil de Communauté y compris pour les membres suppléants de la Commissions de Délégation de Service Public.

Après approbation de ces modalités d'organisation du scrutin par l'assemblée, il est demandé au Conseil de Communauté de bien vouloir procéder à l'élection des membres de la Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics du traitement des déchets ménagers et assimilés.

Une seule liste (liste 1) a été déposée dans les conditions fixées par la délibération n°12 198 du 15 avril 2014 par Monsieur le Président. Elle est composée comme suit :

Membres titulaires :

- Isabelle GIANIEL,
- Isabelle TOUZARD,
- Robert COTTE,
- Christophe COUR,
- Gilbert PASTOR.

Membres suppléants :

- Joël VERA,
- Roger CAIZERGUES,
- Claire JABADO,
- Jérémie MALEK,
- Mustapha MAJDOUL.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies ci dessus.

Élection de la Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics du traitement des déchets ménagers et assimilés

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents : 92

(émargements)

Votants : 92

Bulletins nuls : 2

(bulletins litigieux à déduire :

articles L.65 et L.66 du Code électoral)

Bulletins blancs : 8

Suffrages exprimés : 82

Sièges à pourvoir : 5

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 16,4

Titulaires

- Liste 1

Voix obtenues : 82

Attribution au quotient : 5

Attribution au plus fort reste : 0

Total : 5

Suppléants :

- Liste 1 :

Voix obtenues : 82

Attribution au quotient : 5

Attribution au plus fort reste : 0

Total : 5

La liste 1 est élue. La Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics du traitement des déchets ménagers et assimilés est donc composée comme suit :

- Monsieur le Président, Président de droit ou son (sa) représentant(e) ;

Membres titulaires :

- Isabelle GIANIEL,
- Isabelle TOUZARD,
- Robert COTTE,
- Christophe COUR,
- Gilbert PASTOR.

Membres suppléants :

- Joël VERA,
- Roger CAIZERGUES,
- Claire JABADO,
- Jérémie MALEK,
- Mustapha MAJDOUL.

Délibération n° 12207

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 25 AVR. 2014

Publié le : 25 AVR. 2014

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : Imc 180429-DE

Pour l'extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2014

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le vingt-deux avril à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR.

HORS COMMISSION – COMMISSION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU ZÉNITH ET DU CORUM - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.1411-5, la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du Zénith et du Corum est composée du Président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants. Le comptable de la collectivité et un représentant du directeur départemental de la concurrence et de la répression des fraudes siègent également à la Commission avec voix consultative.

Les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du Zénith et du Corum doivent être élus en son sein par l'assemblée délibérante, au scrutin secret, de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel. Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des votes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

L'assemblée délibérante a fixé les conditions de dépôt des listes lors du Conseil du 15 avril 2014, en application de l'article D.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, comme suit :

- les listes établies pour l'élection de la commission, devaient être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires juridiques et Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération. La date limite de dépôt était fixée **au mardi 22 avril 2014 à 12 heures.**
- chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election » ainsi que le nom de la Commission de Délégation de Service Public.
- chaque liste établie pour l'élection de chacune de la commission ne pouvait comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil de Communauté y compris pour les membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public.

Après approbation de ces modalités d'organisation du scrutin par l'assemblée, il est demandé au Conseil de Communauté de bien vouloir procéder à l'élection des membres de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du Zénith et du Corum.

Une seule liste (liste 1) a été déposée dans les conditions fixées par la délibération n°12 198 du 15 avril 2014 par Monsieur le Président. Elle est composée comme suit :

Membres titulaires :

- Jean-Luc COUSQUER,
- Christophe COUR,
- Titina DASYLVA-PEYRIN,
- Khanthaly PHOUTTHASANG,
- Jean-Pierre RICO.

Membres suppléants :

- Jean-François AUDRIN,
- Roger CAIZERGUES,
- Eric PASTOR,
- Sonia KERANGUEVEN,
- Jackie GALABRUN-BOULBES.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies ci dessus.

Élection de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du Zénith et du Corum

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents : 91

(émargements)

Votants : 91

Bulletins nuls : 1

(bulletins litigieux à déduire :

articles L.65 et L.66 du Code électoral)

Bulletins blancs : 12

Suffrages exprimés : 78

Sièges à pourvoir : 5

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 15,6

Titulaires

- Liste 1

Voix obtenues : 78

Attribution au quotient : 5

Attribution au plus fort reste : 0

Total : 5

Suppléants :

- Liste 1 :

Voix obtenues : 78

Attribution au quotient : 5

Attribution au plus fort reste : 0

Total : 5

La liste 1 est élue. La Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du Zénith et du Corum est composée comme suit :

- Monsieur le Président, Président de droit ou son (sa) représentant(e) ;

Membres titulaires :

- Jean-Luc COUSQUER,

- Christophe COUR,

- Titina DASYLVA-PEYRIN,

- Khanthaly PHOUTTHASANG,

- Jean-Pierre RICO.

Membres suppléants :

- Jean-François AUDRIN,

- Roger CAIZERGUES,

- Eric PASTOR,

- Sonia KERANGUEVEN,

- Jackie GALABRUN-BOULBES.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Délibération n° 12208

- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 25 AVR. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture 25 AVR. 2014

Le :

Numéro de l'acte : Imc 180433-DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2014

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le vingt-deux avril à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR.

HORS COMMISSION – COMMISSION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU SERVICE DES TRANSPORTS URBAINS ET DE LA MOBILITÉ - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.1411-5, la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du service des transports urbain et de la mobilité est composée du Président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants. Le comptable de la collectivité et un représentant du directeur départemental de la concurrence et de la répression des fraudes siègent également à la Commission avec voix consultative.

Les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du service des transports urbains et de la mobilité doivent être élus en son sein par l'assemblée délibérante, au scrutin secret, de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel. Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des votes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

L'assemblée délibérante a fixé les conditions de dépôt des listes lors du Conseil du 15 avril 2014, en application de l'article D.1411-5 du Code Général des Collectivités, comme suit :

- les listes établies pour l'élection de la commission, doivent être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération. La date limite de dépôt était fixée **au mardi 22 avril 2014 à 12 heures**.
- chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election » ainsi que le nom de la Commission de Délégation de Service Public.
- chaque liste établie pour l'élection de la commission ne pouvait comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil de Communauté y compris pour les membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public.

Après approbation de ces modalités d'organisation du scrutin par l'assemblée, il est demandé au Conseil de Communauté de bien vouloir procéder à l'élection des membres de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du service des transports urbains et de la mobilité.

Deux listes ont été déposées dans les conditions fixées par la délibération n°12 198 du 15 avril 2014.

Une première liste (liste 1) déposée par Monsieur le Président est composée comme suit :

Membres titulaires :

- Pierre BONNAL,
- Sonia KERANGUEVEN,
- Sauveur TORTORICI,
- Robert COTTE,
- Valérie BARTHAS-ORSAL.

Membres suppléants :

- Gilbert PASTOR,
- Michèle DRAY-FITOUSSI,
- Chantal LEVY-RAMEAU,
- Caroline NAVARRE,
- Bernard TRAVIER.

Une seconde liste (liste 2) déposée par Madame JAMET est composée comme suit :

Membres titulaires :

- Djamel BOUMAAZ.

Membres suppléants :

- France JAMET.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies ci dessus.

Élection de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du service des transports urbains et de la mobilité

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents : 89

(émargements)

Votants : 89

Bulletins nuls : 0

(bulletins litigieux à déduire :

articles L.65 et L.66 du Code électoral)

Bulletins blancs : 7

Suffrages exprimés : 82

Sièges à pourvoir : 5

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 16,4

Titulaires

- Liste 1

Voix obtenues : 79

Attribution au quotient : 4

Attribution au plus fort reste : 1

Total : 5

- Liste 2

Voix obtenues : 3

Attribution au quotient : 0

Attribution au plus fort reste : 0

Total : 0

Suppléants :

- Liste 1 :

Voix obtenues : 79

Attribution au quotient : 4

Attribution au plus fort reste : 1

Total : 5

- Liste 2 :

Délibération n° 12209

Voix obtenues : 3

Attribution au quotient : 0

Attribution au plus fort reste : 0

Total : 0

La liste 1 est élue. La Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du service des transports urbains et de la mobilité est donc composée comme suit :

- Monsieur le Président, Président de droit ou son (sa) représentant(e) ;

Membres titulaires :

- Pierre BONNAL,
- Sonia KERANGUEVEN,
- Sauveur TORTORICI,
- Robert COTTE,
- Valérie BARTHAS-ORSAL.

Membres suppléants :

- Gilbert PASTOR,
- Michèle DRAY-FITOUSSI,
- Chantal LEVY-RAMEAU,
- Caroline NAVARRE,
- Bernard TRAVIER.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

25 AVR. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture

25 AVR. 2014

Le :

Numéro de l'acte : *Imc 180436-DE*

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2014

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le vingt-deux avril à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVAPEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR.

HORS COMMISSION – COMMISSION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DE LA PATINOIRE VÉGAPOLIS - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.1411-5, la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de la patinoire Végapolis est composée du Président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants. Le comptable de la collectivité et un représentant du directeur départemental de la concurrence et de la répression des fraudes siègent également à la Commission avec voix consultative.

Les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de la patinoire Végapolis doivent être élus en son sein par l'assemblée délibérante, au scrutin secret, de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel. Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des votes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

L'assemblée délibérante a fixé les conditions de dépôt des listes lors du Conseil du 15 avril 2014, en application de l'article D.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, comme suit :

- les listes établies pour l'élection de la lacommission, devaient être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération. La date limite de dépôt été fixée **au mardi 22 avril 2014 à 12 heures**.
- chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election » ainsi que le nom de la Commission de Délégation de Service Public.
- chaque liste établie pour l'élection ne pouvait comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil de Communauté y compris pour les membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public.

Après approbation de ces modalités d'organisation du scrutin par l'assemblée, il est demandé au Conseil de Communauté de bien vouloir procéder à l'élection des membres de la de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de la patinoire Végapolis.

Une seule liste (liste 1) a été déposée dans les conditions fixées par la délibération n°12 198 du 15 avril 2014 par Monsieur le Président. Elle est composée comme suit :

Membres titulaires :

- Fabien ABERT,
- Maud BODKIN,
- Jean-Marc DI RUGGIERO,
- Jean-Pierre RICO,
- Joël RAYMOND.

Membres suppléants :

- Eliane LLORET,
- Rosy BUONO,
- Marie-Hélène SANTARELLI,
- Clare HART,
- Julie FRÊCHE.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies ci dessus.

Élection de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de la patinoire Végapolis

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents : 90

(émargements)

Votants : 90

Bulletins nuls : 1

(bulletins litigieux à déduire :
articles L.65 et L.66 du Code électoral)

Bulletins blancs : 7

Suffrages exprimés : 82

Sièges à pourvoir : 5

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 16,4

Titulaires

- Liste 1

Voix obtenues : 82

Attribution au quotient : 5

Attribution au plus fort reste : 0

Total : 5

Suppléants :

- Liste 1 :

Voix obtenues : 82

Attribution au quotient : 5

Attribution au plus fort reste : 0

Total : 5

La liste 1 est élue. La Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de la patinoire Végapolis est composée comme suit :

- Monsieur le Président, Président de droit ou son (sa) représentant(e) ;

Membres titulaires :

- Fabien ABERT,
- Maud BODKIN,
- Jean-Marc DI RUGGIERO,
- Jean-Pierre RICO,
- Joël RAYMOND.

Membres suppléants :

- Eliane LLORET,
- Rosy BUONO,
- Marie-Hélène SANTARELLI,
- Clare HART,
- Julie FRÊCHE.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12210

Certifié Exécutoire
Publié le :
Déposé En Préfecture
Le :
Numéro de l'acte :

25 AVR. 2014

25 AVR. 2014

Imc 180438-DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2014

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le vingt-deux avril à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSE, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSE, .

Pouvoir(s):

Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR.

HORS COMMISSION – COMMISSION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DE L'AQUARIUM MARE NOSTRUM - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires du Code Général des Collectivités Territoriales; notamment l'article L.1411-5, la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum est composée du Président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants. Le comptable de la collectivité et un représentant du directeur départemental de la concurrence et de la répression des fraudes siègent également à la Commission avec voix consultative.

Les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum doivent être élus en son sein par l'assemblée délibérante, au scrutin secret, de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel. Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des votes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

L'assemblée délibérante a fixé les conditions de dépôt des listes lors du Conseil du 15 avril 2014, en application de l'article D.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, comme suit :

- les listes établies pour l'élection de la commission, devaient être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires juridiques et Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération. La date limite de dépôt était fixée **au mardi 22 avril 2014 à 12 heures**.
- chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election » ainsi que le nom de la Commission de Délégation de Service Public.
- chaque liste ne pouvait comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil de Communauté y compris pour les membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public.

Après approbation de ces modalités d'organisation du scrutin par l'assemblée, il est demandé au Conseil de Communauté de bien vouloir procéder à l'élection des membres de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum.

Une seule liste (liste 1) a été déposée dans les conditions fixées par la délibération n°12 198 du 15 avril 2014 par Monsieur le Président. Elle est composée comme suit :

Membres titulaires :

- Henri DE VERBIZIER,
- Maud BODKIN,
- Eliane LLORET,
- Cyril MEUNIER,
- Chantal MARION.

Membres suppléants :

- Arnaud MOYNIER,
- Caroline NAVARRE,
- Jean-François AUDRIN,
- Aline DESTAILLATS,
- Véronique PEREZ.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies ci dessus.

Élection de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents : 90

(émargements)

Votants : 90

Bulletins nuls : 1

(bulletins litigieux à déduire :
articles L.65 et L.66 du Code électoral)

Bulletins blancs : 7

Suffrages exprimés : 82

Sièges à pourvoir : 5

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 16,4

Titulaires

- Liste 1

Voix obtenues : 82

Attribution au quotient : 5

Attribution au plus fort reste : 0

Total : 5

Suppléants :

- Liste 1 :

Voix obtenues : 82

Attribution au quotient : 5

Attribution au plus fort reste : 0

Total : 5

La liste 1 est élue. La Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum est composée comme suit :

- Monsieur le Président, Président de droit ou son (sa) représentant(e) ;

Membres titulaires :

- Henri DE VERBIZIER

- Maud BODKIN

- Eliane LLORET

- Cyril MEUNIER

- Chantal MARION

Membres suppléants :

- Arnaud MOYNIER

- Caroline NAVARRE

- Jean-François AUDRIN

- Aline DESTAILLATS

- Véronique PEREZ

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12211

Certifié Exécutoire

Publié le :

25 AVR. 2014

Déposé En Préfecture

25 AVR. 2014

Le :

Numéro de l'acte :

Imc 180440-DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2014

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le vingt-deux avril à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR.

HORS COMMISSION – COMMISSION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DES SERVICES FUNÉRAIRES - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.1411-5, la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation des Services Funéraires est composée du Président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants. Le comptable de la collectivité et un représentant du directeur départemental de la concurrence et de la répression des fraudes siègent également à la Commission avec voix consultative.

Les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation des Services Funéraires doivent être élus en son sein par l'assemblée délibérante, au scrutin secret, de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel. Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des votes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

L'assemblée délibérante a fixé les conditions de dépôt des listes lors du Conseil du 15 avril 2014, en application de l'article D.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, comme suit :

- les listes établies pour l'élection de la commission, devaient être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération. La date limite de dépôt a été fixée **au mardi 22 avril 2014 à 12 heures**.
- chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election » ainsi que le nom de la Commission de Délégation de Service Public.
- chaque liste ne pouvait comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil de Communauté y compris pour les membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public.

Après approbation de ces modalités d'organisation du scrutin et du champ d'intervention de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation des Services Funéraires par l'assemblée, il est demandé au Conseil de Communauté de bien vouloir procéder à l'élection des membres de la Commission.

Une seule liste (liste 1) a été déposée dans les conditions fixées par la délibération n°12 198 du 15 avril 2014 par Monsieur le Président. Elle est composée comme suit :

Membres titulaires :

- Pierre BONNAL,
- Eric PENSO,
- Jean-Luc SAVY,
- Geniès BALAZUN,
- Robert COTTE.

Membres suppléants :

- Roger CAIZERGUES,
- Michel FRAYSSE,
- Sabria BOUALLAGA,
- Régine ILLAIRE,
- Thierry BREYSSE.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies ci dessus.

Élection de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation des Services Funéraires

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents : 89

(émargements)

Votants : 89

Bulletins nuls : 11

(bulletins litigieux à déduire :
articles L.65 et L.66 du Code électoral)

Bulletins blancs : 1

Suffrages exprimés : 77

Sièges à pourvoir : 5

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 15,4

Titulaires

- Liste 1

Voix obtenues : 77

Attribution au quotient : 5

Attribution au plus fort reste : 0

Total : 5

Suppléants :

- Liste 1 :

Voix obtenues : 77

Attribution au quotient : 5

Attribution au plus fort reste : 0

Total : 5

La liste 1 est élue. La Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum est composée comme suit :

- Monsieur le Président, Président de droit ou son (sa) représentant(e) ;

Membres titulaires :

- Pierre BONNAL,
- Eric PENSO,
- Jean-Luc SAVY,
- Geniès BALAZUN,
- Robert COTTE.

Membres suppléants :

- Roger CAIZERGUES,
- Michel FRAYSSE,
- Sabria BOUALLAGA,
- Régine ILLAIRE,

Délibération n° 12212

- Thierry BREYSSE.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :
- autoriser Monsieur le Président à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

25 AVR. 2014

Déposé En Préfecture

25 AVR. 2014

Le :

Numéro de l'acte :

Imc 180 AA2-DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2014

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le vingt-deux avril à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR.

HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - OPH-ACM - OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

L'Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier – Aménagement et Construction de Montpellier (OPH-ACM) a pour mission de développer, de gérer et d'entretenir un parc immobilier de logement social de qualité sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il constitue le plus important des bailleurs sociaux de la Région avec plus de 50 000 locataires.

A la suite du renouvellement des conseillers communautaires au sein du Conseil de la Communauté d'Agglomération, il appartient à celle-ci, en tant qu'EPCI de rattachement de déterminer l'effectif du Conseil d'Administration de l'Office et de désigner ses représentants conformément à l'ordonnance 2007-137 du 1^{er} février 2007 relative aux offices publics de l'habitat et au décret 2008-566 du 18 juin 2008 relatif à l'administration des offices publics de l'habitat.

Compte tenu de la composition actuelle du Conseil d'Administration de l'OPH-ACM et dans un souci de continuité, il est proposé de fixer le nombre de membres à 23.

Dès lors, l'article R.421-5 du Code de la construction et de l'habitation fixe à 13 le nombre des représentants de la Communauté d'Agglomération au Conseil d'Administration

Il convient donc d'élire au scrutin secret ces représentants, soit : 6 conseillers communautaires, 2 personnalités qualifiées ayant la qualité d' élu d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public de coopération intercommunal du ressort de compétence de l'office, autre que celui de rattachement et 5 membres choisis en qualité de personnalités qualifiées en matière d'urbanisme, de logement, d'environnement de financement de ces politiques ou en matière d'affaires sociales.

De plus et conformément à l'article R421-8 du Code de la Construction et de l'habitation, la Communauté d'Agglomération de Montpellier désigne également le membre représentant les associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées.

Un des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier devra aussi être désigné pour présenter la candidature de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au poste de Président du Conseil d'Administration et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre.

Sur proposition du Président en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération au sein de l'OPH-ACM au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

- au titre des élus de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

- Robert Cotte
- Gérard Castre
- Chantal Levy-Rameau
- Patricia Miralles
- Jean-Luc Savy
- Bernard Travièr

- au titre des personnalités qualifiées, élus d'une collectivité territoriale ou d'un EPCI autre que la collectivité ou le groupement de rattachement

- Claude Arnaud

Délibération n° 12213

-Henri Fricou

au titre de personnalités qualifiées en matière d'urbanisme, de logement, d'environnement et de financement de ces politiques ou en matière d'affaires sociales

- Jean-François Manlhiot
- Françoise D'Abunto
- François Ricci
- Daniel Robequain
- Christian Vigouroux

au titre du représentant des associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées :

- Jocelyne Roche du GIHP

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue de ce vote les représentants désignés à l'OPH-ACM sont :

- au titre des élus de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

- Robert Cotte
- Gérard Castre
- Chantal Levy-Rameau
- Patricia Miralles
- Jean-Luc Savy
- Bernard Travier

au titre des personnalités qualifiées, élus d'une collectivité territoriale ou d'un EPCI autre que la collectivité ou le groupement de rattachement

- Claude Arnaud
- Henri Fricou

au titre de personnalités qualifiées en matière d'urbanisme, de logement, d'environnement et de financement de ces politiques ou en matière d'affaires sociales

- Jean-François Manlhiot
- Françoise D'Abunto
- François Ricci
- Daniel Robequain
- Christian Vigouroux

au titre du représentant des associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées :

- Jocelyne Roche de l'association GIHP

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer le nombre de membres au Conseil d'Administration de l'OPH ACM à vingt-trois

- désigner les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du Conseil d'Administration de l'Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier-Aménagement et Construction de Montpellier, et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre :

* au titre des élus de la Communauté d'Agglomération Mesdames Patricia Miralles, Chantal Lévy Rameau et Messieurs Bernard Travier, Gérard Castre, Robert Cotte et Jean-Luc Savy,

* au titre des personnes qualifiées en matière d'urbanisme, de logement, d'environnement de financement de ces politiques ou en matière d'affaires sociales Madame Françoise D 'Abunto, Messieurs Jean-François Manlhiot, François Ricci, Daniel Roquebain et Christian Vigouroux,

* au titre des personnes qualifiées ayant la qualité d'élus d'une collectivité territoriale ou d'un établissement de coopération intercommunal du ressort de compétence de l'office, autre que celui de rattachement Messieurs Claude Arnaud et Henri Fricou.

- désigner Madame Jocelyne ROCHE de l'association GIHP représentante des associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées,

- désigner Monsieur Robert Cotte représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour présenter la candidature de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au poste de Président du Conseil d'Administration et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,

- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

25 AVR. 2014

Publié le :

25 AVR. 2014

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

Imc 180 298 - DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2014

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le vingt-deux avril à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mmé I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR.

HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE TAM - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM exploite les services de transport public qui lui sont confiés par l'autorité organisatrice à l'intérieur du périmètre des transports urbains, réalise toutes études et/ou infrastructures de transport, et d'ouvrages sur voirie et tous autres travaux, achats, ventes ou échanges de biens immobiliers de quelque nature que ce soit, rendus nécessaires dans ce cadre, notamment en vue de la mise en œuvre d'un transport en commun en site propre. Enfin, la SAEML réalise et gère les ouvrages publics ou privés de stationnement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire principal de la SAEML TaM au capital de 4 286 000 euros composé de 34 288 actions. Elle détient 27,79 % du capital, soit 9 530 actions et occupe 4 postes sur 16 au Conseil d'Administration de la société, dont le poste de Présidence.

A la suite du renouvellement des conseillers communautaires au sein du Conseil de Communauté, il convient d'élire les délégués de la Communauté d'Agglomération au Conseil d'Administration de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM, soit 4 Conseillers communautaires dont un au sein de l'Assemblée Générale de cette société, conformément à L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Sur proposition du Président en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération au sein de l'OONM au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

- Abdi El Kandoussi
- Jean-Luc Cousquer
- Jean-Luc Savy
- Jean-Pierre Rico

Il est proposé la candidature de Monsieur Abdi El Kandoussi pour représenter la Communauté d'Agglomération à la Présidence de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM, exercer toute fonction dans ce cadre, et pour représenter la Communauté d'Agglomération à l'Assemblée Générale.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée

A l'issue de ce vote :

les représentants désignés au Conseil d'Administration à la Société d'Economie Mixte Locale TaM sont :

- Abdi El Kandoussi
- Jean-Luc Cousquer
- Jean-Luc Savy
- Jean-Pierre Rico

Monsieur Abdi El Kandoussi est désigné pour présenter la candidature de la Présidence de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TAM et au sein de son Assemblée Générale.

Délibération n° 12214

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Messieurs Abdi El Kandoussi, Jean-Luc Cousquer, Jean-Luc Savy et Jean-Pierre Rico représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du Conseil d'Administration de la société et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- désigner Monsieur Abdi El Kandoussi représentant au sein de l'Assemblée Générale de la société et l'habiliter à proposer la candidature de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au poste de Président de la société, le doter de tous pouvoirs à cet effet et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

25 AVR. 2014

25 AVR. 2014

Imc 1803/3-DE

Pour l'extract certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2014

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le vingt-deux avril à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADÔ, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR.

HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE SERM (SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIÉRAINE) - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La SERM entreprend, dans le Département de l'Hérault et plus spécialement au sein de la région Montpelliéraine, des opérations d'aménagement, de rénovation urbaine, de restauration immobilière, de construction, d'exploitation et de gestion à caractère industriel et commercial, ou réalise toute autre activité d'intérêt général. Ses activités participent à l'organisation et au développement de la vie économique et sociale et sont, de ce fait, complémentaires.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire de la SERM au capital de 5 894 000 euros composé de 368 375 actions. Elle détient 27,61 % du capital, soit 101 719 actions et occupe 3 postes sur 14 au Conseil d'Administration de la société.

A la suite du renouvellement des conseillers communautaires au sein du Conseil de Communauté, il convient d'élire les délégués de la Communauté d'Agglomération au sein du conseil d'administration de la Société d'Economie Mixte Locale SERM, soit 3 conseillers communautaires titulaires dont un au sein de l'Assemblée Générale, conformément à l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux statuts de la SERM.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société d'Economie Mixte Locale SERM au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

- Laurent JAOUL
- Jean-Marc LUSSERT
- Isabelle GUIRAUD

Il propose de désigner Madame Isabelle GUIRAUD à l'Assemblée Générale de la SERM.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée

A l'issue de ce vote :

les représentants désignés au sein du Conseil d'Administration de la Société d'Economie Mixte Locale SERM sont :

- Laurent JAOUL
- Jean-Marc LUSSERT
- Isabelle GUIRAUD

Madame Isabelle GUIRAUD est désignée au sein de l'Assemblée Générale de la Société d'Economie Mixte Locale SERM.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Madame Isabelle GUIRAUD, Messieurs Laurent JAOUL et Jean-Marc LUSSERT représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du Conseil d'Administration de la société et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- désigner Madame Isabelle GUIRAUD représentante de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de l'Assemblée Générale de la société, de la doter de tous pouvoirs à cet effet et de l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 25 AVR. 2014
Publié le :
Déposé En Préfecture 25 AVR. 2014
Le :
Numéro de l'acte : Imc 180307-DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2014

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le vingt-deux avril à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR.

**HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ PUBLIQUE
LOCALE D'AMÉNAGEMENT SAAM - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ÉLECTION**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) a pour objet la réalisation, pour le compte exclusif de ses actionnaires et sur leur territoire, de toute opération d'aménagement au sens de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme : « actions ou opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti et les espaces naturels ».

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire principal de la Société Publique Locale d'Aménagement SAAM au capital de 1 770 000 euros, composé de 17 700 actions. Elle détient 50.79 % du capital, et occupe 9 postes sur 18 au Conseil d'Administration de la société dont un à l'Assemblée Générale. Elle occupe également un poste de Censeur.

A la suite du renouvellement des conseillers communautaires au sein du Conseil de Communauté, il convient d'élire au scrutin secret les délégués de la Communauté d'Agglomération au sein du Conseil d'Administration de la Société Publique Locale d'Aménagement SAAM soit 9 conseillers communautaires dont un au sein de l'Assemblée Générale. Il convient également d'élire au scrutin secret un poste délégué au poste de censeur conformément aux statuts de cette société.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SPLA SAAM au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

- Philippe SAUREL
- Gilbert PASTOR
- Cyril MEUNIER
- Jean-François AUDRIN
- Pierre BONNAL
- Thierry BRESSE
- Roger CAIZERGUES
- Jean-Luc MEISSONNIER
- Jean-Pierre RICO

Il propose sa candidature pour représenter la Communauté d'Agglomération à la Présidence de la S.P.L.A., exercer toute fonction dans ce cadre, et pour représenter la Communauté d'Agglomération à l'Assemblée Générale.

Il propose la candidature de Monsieur Arnaud MOYNIER pour représenter la Communauté d'Agglomération au poste de censeur.:

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée

A l'issue de ce vote :

les représentants désignés au Conseil d'Administration de la SPLA SAAM sont :

- Philippe SAUREL
- Gilbert PASTOR
- Cyril MEUNIER
- Jean-François AUDRIN
- Pierre BONNAL
- Thierry BRESSE
- Roger CAIZERGUES
- Jean-Luc MEISSONNIER
- Jean-Pierre RICO

Monsieur Philippe SAUREL est désigné pour présenter la candidature de la Présidence de la SPLA SAAM et au sein de son Assemblée Générale.

Monsieur Arnaud MOYNIER est désigné pour présenter la candidature au poste de censeur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Messieurs Philippe Saurel, Gilbert Pastor, Cyril Meunier, Jean-François Audrin, Pierre Bonnal, Thierry Bresse, Roger Caizergues, Jean-Luc Meissonnier et Jean-Pierre Rico représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du Conseil d'Administration de la société et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- désigner Monsieur Philippe Saurel représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de l'Assemblée Générale de la société et l'habiliter à proposer la candidature de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au poste de Président de la société, le doter de tous pouvoirs à cet effet et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- désigner Monsieur Arnaud Moynier pour présenter la candidature de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au poste de Censeur et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 25 AVR. 2014
Publié le :
Déposé En Préfecture 25 AVR. 2014
Le :
Numéro de l'acte : IMC 180 450 - DÉ

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2014

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le vingt-deux avril à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR.

**HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ ANONYME
D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE MONTPELLIER ÉVÉNEMENTS - REPRÉSENTANTS DE LA
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ÉLECTION**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La société MONTPELLIER ÉVÉNEMENTS a pour objet la gestion directe ou déléguée, l'exploitation et l'animation de tous services publics et équipements publics ou privés ainsi que toutes activités de nature privée à vocation de spectacles, congrès, salons, expositions touristiques ou culturelles. Elle a en charge le développement de ces activités sur les équipements du Corum-Palais des Congrès Opéra, du Zénith Sud, du Parc des expositions et de la Park & Suites Aréna. Les quatre sites, dédiés au tourisme d'affaires et culturel sur l'Agglomération de Montpellier affichent une forte ambition sous l'emblème d'une marque commune « Montpellier Events ».

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire principal de la SAEML MONTPELLIER ÉVÉNEMENTS au capital de 35 368 881 euros composé de 216 987 actions. Elle détient 37,05 % du capital, soit 80 393 actions et occupe 6 postes sur 18 au Conseil d'Administration de la société.

A la suite du renouvellement des conseillers communautaires au sein du Conseil de Communauté, il convient d'élire au scrutin secret les délégués de la Communauté d'Agglomération au sein du Conseil d'Administration de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale MONTPELLIER ÉVÉNEMENTS, soit 6 conseillers communautaires dont un au sein de l'Assemblée Générale, conformément à l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux statuts de cette société.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale MONTPELLIER ÉVÉNEMENTS au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

- Bernard TRAVIER
- Renaud CALVAT
- Marie-Christine PANOS
- Gilbert PASTOR
- Michèle DRAY-FITOUSSI
- Pascal KRZYZANSKI

Il propose la candidature de Monsieur Bernard TRAVIER à l'Assemblée Générale.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue de ce vote :

les représentants désignés au Conseil d'Administration de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale MONTPELLIER ÉVÉNEMENTS sont :

- Bernard TRAVIER
- Renaud CALVAT
- Marie-Christine PANOS
- Gilbert PASTOR
- Michèle DRAY-FITOUSSI
- Pascal KRZYZANSKI

Monsieur Bernard TRAVIER est désigné en tant que représentant de la Communauté d'Agglomération au sein de l'Assemblée Générale de la Société d'Economie Mixte Locale MONTPELLIER ÉVÉNEMENTS.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Mesdames PANOS et DRAY-FITOUSSI et Messieurs TRAVIER, CALVAT, PASTOR et KRZYZANSKI représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du Conseil d'Administration de la société et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- désigner Monsieur TRAVIER en qualité de représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de l'Assemblée Générale de la société, de le doter de tous pouvoirs à cet effet et de l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 25 AVR. 2014

Publié le : 25 AVR. 2014

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

Imc 180303-DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2014

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le vingt-deux avril à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR.

**HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ ANONYME
D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE SOMIMON - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION - ÉLECTION**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La SOMIMON exploite le Marché d'Intérêt National de Montpellier ; la société anonyme d'Economie Mixte Locale assure ainsi la mise en marché et la distribution des produits alimentaires de grande consommation sur une zone de chalandise en plein essor démographique.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire principal de la SOMIMON au capital de 240 000 euros composé de 15 000 actions. Elle détient 42 % du capital, soit 6 300 actions et occupe 4 postes sur 10 au Conseil d'Administration de la société, dont le poste de Présidence.

A la suite du renouvellement des conseillers communautaires au sein du Conseil de Communauté, il convient d'élire les délégués de la Communauté d'Agglomération au conseil d'administration de la Société d'Economie Mixte Locale SOMIMON, soit 4 conseillers communautaires dont 1 à l'Assemblée Générale, conformément à L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux statuts de la SOMIMON.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale SOMIMON au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

- Christophe COUR
- Jean-François AUDRIN
- Yvon PELLET
- Renaud CALVAT

Il propose la candidature de Monsieur Christophe COUR pour représenter la Communauté d'Agglomération à la Présidence de la SOMIMON et exercer toute fonction dans ce cadre, et pour représenter la Communauté d'Agglomération à l'Assemblée Générale.
Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue de ce vote :

les représentants désignés au Conseil d'Administration de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale SOMIMON sont :

- Christophe COUR
- Jean-François AUDRIN
- Yvon PELLET
- Renaud CALVAT

Monsieur Christophe COUR est désigné comme candidat à la Présidence de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale SOMIMON et au sein de son Assemblée Générale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Messieurs Christophe COUR, Jean-François AUDRIN, Yvon PELLET et Renaud CALVAT représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du Conseil d'Administration de la société et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,

Délibération n° 12218

- désigner Monsieur Christophe COUR représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de l'Assemblée Générale de la société et l'habiliter à proposer la candidature de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au poste de Président de la société, le doter de tous pouvoirs à cet effet et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 25 AVR. 2014
Publié le :
Déposé En Préfecture 25 AVR. 2014
Le :
Numéro de l'acte : Imc 180309 - Dé

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2014

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le vingt-deux avril à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR.

**HORS COMMISSION - ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ ANONYME
D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE BRL - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ÉLECTION**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Société Anonyme d'Economie Mixte Locale BRL réalise de grands travaux d'aménagement hydraulique sur le territoire du Languedoc-Roussillon. Dans sa mission d'aménageur régional, la société intervient à la demande des collectivités locales ou des acteurs économiques du Languedoc-Roussillon pour maîtriser ou gérer les ressources en eau, protéger ou valoriser le littoral, prévenir et lutter contre les inondations ou valoriser les zones rurales. En complément de ressources locales fragiles et souvent insuffisantes, BRL distribue en Languedoc-Roussillon chaque année plus de 100 millions de mètres cubes, à partir des ressources renouvelables et abondantes, grâce aux grands ouvrages hydrauliques exploités dans la région : canaux, barrages, stations de traitement d'eau potable.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire de la SAEML BRL au capital de 22 588 779 euros composé de 10 221 167 actions. Elle détient 0,11 % du capital, soit 11 155 actions.

A la suite du renouvellement des conseillers communautaires au sein du Conseil de Communauté, il convient de désigner un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui siègera à la fois au sein de l'Assemblée Générale des actionnaires de la Société BRL et au sein de l'Assemblée Spéciale des collectivités territoriales et leurs groupements. A noter que cette Assemblée Spéciale élit à son tour deux de ses membres pour siéger au sein au Conseil d'Administration de BRL.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à cette désignation au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose la candidature de Madame Isabelle Ganiel.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'assemblée.

A l'issue de ce vote :

Madame Isabelle Ganiel est désignée pour siéger à la fois au sein de l'Assemblée Générale des actionnaires de la société BRL et au sein de l'Assemblée Spéciale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Madame Isabelle Ganiel représentante de la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui siègera à la fois au sein de l'Assemblée Générale de la société BRL et de l'Assemblée Spéciale des collectivités territoriales, de le doter de tous pouvoirs à cet effet et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 25 AVR. 2014
Publié le :
Déposé En Préfecture 25 AVR. 2014
Le :
Numéro de l'acte : *Imc 180 300 - DE*

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2014

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le vingt-deux avril à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR.

**HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME
D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE DES SERVICES FUNÉRAIRES DE MONTPELLIER
AGGLOMÉRATION (SFMA) - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ÉLECTION**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Par délibération n°11216 du 30 octobre 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé la constitution d'une Société d'Economie Mixte Locale pour exploiter le service public industriel et commercial des Pompes funèbres. Les missions de la société d'économie mixte sont l'exploitation du service extérieur des pompes funèbres, la crémation et la gestion des équipements afférents, la création et la gestion des chambres funéraires, la commercialisation de contrats de prévoyance obsèques, toutes activités d'accessoires autorisées, la prise et la donation à bail de tout fonds de commerce dans le cadre des activités précitées et d'une manière plus générale toutes les opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières ou mobilières qui sont compatibles avec ce service.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire principal de la SAEML SFMA au capital de 1 210 000 euros composé de 210 000 actions. Elle détient 82,64 % du capital, soit 2 000 actions et occupe 8 postes sur 12 au Conseil d'Administration de la société, dont le poste de Présidence. A la suite du renouvellement des conseillers communautaires au sein du Conseil de Communauté, il convient d'élire les délégués de la Communauté d'Agglomération au sein du Conseil d'Administration de la Société d'Economie Mixte Locale des Services Funéraires de Montpellier Agglomération, soit 8 conseillers communautaires dont un au sein de l'Assemblée Générale, conformément à l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux statuts de cette société.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale des Services funéraires de Montpellier Agglomération au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

- Annie Yague
- Eliane Lloret
- Chantal Lévy-Rameau
- Khanthaly Phouthasang
- Hervé Martin
- Pierre Dudieuzere
- Jacques Martinier
- Rabii Youssous

Il propose la désignation de Madame Annie Yague pour représenter la candidature de la Communauté d'Agglomération à la Présidence de la SAEML SFMA et exercer toute fonction dans ce cadre, et pour représenter la Communauté d'Agglomération à l'Assemblée Générale.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée

A l'issue de ce vote :

les représentants désignés au Conseil d'Administration de la Société d'Economie Mixte Locale des Services funéraires de Montpellier Agglomération sont :

- Annie Yague
- Eliane Lloret

Délibération n° 12220

- Chantal Lévy-Rameau
- Khanthaly Phouthasang
- Hervé Martin
- Pierre Dudieuzere
- Jacques Martinier
- Rabii Youssous

Madame Annie Yague est désignée comme candidate à la Présidence de la Société d'Economie Mixte Locale des services funéraires de Montpellier Agglomération et au sein de son Assemblée Générale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Mesdames Annie Yague, Eliane Lloret, Chantal Lévy-Rameau, Khanthaly Phouthasang et Messieurs Hervé Martin, Pierre Dudieuzère, Jacques Martinier et Rabii Youssous représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du Conseil d'Administration de la société et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- désigner Madame Annie Yague représentante au sein de l'Assemblée Générale de la société et l'habiliter à proposer la candidature de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au poste de Président de la société, la doter de tous pouvoirs à cet effet et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 25 AVR. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture 25 AVR. 2014

Le :

Numéro de l'acte : IMC 180311 DÉ

Pour extrait certifié conforme à
l'original
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2014

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le vingt-deux avril à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR.

HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE D'AMÉNAGEMENT LRAD - REPRÉSENTANT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Société Publique Locale d'Aménagement Languedoc Roussillon Agence de Développement (LRAD) a pour objet de concevoir, d'étudier et de mener à bien des dossiers ou opérations d'ingénierie de projets innovants pour le compte exclusif de ses actionnaires (la Région Languedoc-Roussillon et la Communauté d'Agglomération de Montpellier) sur différentes thématiques telles que la filière des énergies renouvelables, le tourisme, la longévité des seniors, les solutions TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) innovantes et les montages technico-économiques à forte valeur ajoutée en matière de développement économique et d'emploi.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire de la SPLA LRAD créée en décembre 2010, au capital de 37 000 euros composé de 370 actions. Elle détient 33,24 % du capital et occupe 1 poste au Conseil d'administration et à l'Assemblée Générale de la société.

A la suite du renouvellement des Conseillers au sein du Conseil de Communauté, il convient d'élire un délégué de la Communauté d'Agglomération au sein du Conseil d'Administration de la Société Publique Locale d'Aménagement et de l'Assemblée Générale.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société d'Economie Mixte Locale TAM au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose la candidature de Madame Isabelle Marsala au Conseil d'Administration et au sein de l'Assemblée générale.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue de ce vote :

Madame Isabelle Marsala est désignée au Conseil d'Administration et à l'Assemblée générale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Madame Isabelle Marsala représentante de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale de la Société Publique Locale d'Aménagement LRAD,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 25 AVR 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture 25 AVR. 2014

Le :

Numéro de l'acte : Imc 180488-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2014

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le vingt-deux avril à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR.

HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE D'AMÉNAGEMENT LRAD - COMITÉ DE PILOTAGE - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Par délibération n°10900 en date du 24 mai 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé la mise en place du Comité de pilotage de la SPLA LRAD dont la mission est d'assurer le suivi des projets portés par la société et d'émettre des avis quant à l'organisation stratégique et les activités opérationnelles de la société pour le compte du Conseil d'Administration et du Président.

A la suite du renouvellement des conseillers communautaires au sein du Conseil de Communauté, il convient d'élire trois délégués de la Communauté d'Agglomération dont le représentant désigné à l'Assemblée Générale de la SPLA LRAD pour siéger au sein du comité de pilotage SPL LRAD.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour siéger au sein du Comité de pilotage SPL LRAD au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

- Isabelle MARSALA
- Jean-Luc COUSQUER
- Cyril MEUNIER

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue de ce vote :

Les représentants désignés au Comité de pilotage sont:

- Isabelle MARSALA
- Jean-Luc COUSQUER
- Cyril MEUNIER

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Madame Isabelle MARSALA, Messieurs Jean-Luc COUSQUER et Cyril MEUNIER représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour siéger au sein du Comité de pilotage de la Société Publique Locale D'Aménagement LRAD,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 25 AVR. 2014
Publié le : 25 AVR. 2014
Déposé En Préfecture
Le :
Numéro de l'acte : Imc 180 508 - DÉ

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2014

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le vingt-deux avril à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR.

**HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ PUBLIQUE
LOCALE D'AMÉNAGEMENT " L'OR AMÉNAGEMENT" - REPRÉSENTANT DE LA
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ÉLECTION**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Société Publique Locale d'Aménagement L'OR AMENAGEMENT a pour objet l'étude et l'aménagement de terrains, ainsi que l'exploitation, la gestion, l'entretien et la mise en valeur par tout moyen des ouvrages et équipements réalisés sur les territoires de Carnon-Mauguio et les autres Communes de l'Etang de l'Or.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire de la SPLA L'Or Aménagement au capital de 320 000 euros composé de 21 000 actions. Elle détient 3,57 % du capital et occupe 1 poste au Conseil d'administration et à l'Assemblée Générale de la société.

Suite au renouvellement des Conseillers au sein du Conseil de Communauté, il convient d'élire au scrutin secret les délégué de la Communauté d'Agglomération au sein du Conseil d'Administration de la Société Publique Locale d'Aménagement et de l'Assemblée Générale.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au Conseil d'Administration et à l'assemblée Générale de la SPLA L'OR AMENAGEMENT au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose la candidature de Monsieur Jean-Pierre RICO au Conseil d'Administration et à l'Assemblée générale.

A l'issue de ce vote :

Monsieur Jean-Pierre RICO est désigné représentant de la Communauté d'Agglomération désigné au sein du Conseil d'Administration et à l'Assemblée générale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Monsieur Jean-Pierre RICO représentant de la Communauté d'Agglomération au sein du Conseil d'Administration de la Société Publique Locale d'Aménagement "l'Or Aménagement" et de l'Assemblée Générale,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 25 AVR. 2014

Publié le : 25 AVR 2014

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

Im 180 496-DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2014

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le vingt-deux avril à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR.

**HORS COMMISSION – ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION CULTURELLE
- ÉCOLE SUPÉRIEURE DES BEAUX-ARTS DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION
(EPCC - ESBAMA) - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
DE MONTPELLIER - ÉLECTION**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

A la suite du renouvellement du Conseil de Communauté, il convient de désigner les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de l'EPCC « École Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier Agglomération », ce conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2121-33 et L.5211-1.

L'École Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier Agglomération a pour mission principale de participer au service public de l'enseignement supérieur et de la recherche dans le domaine des arts plastiques. Ses autres missions concernent la mise en œuvre d'actions culturelles en matière de création et de diffusion des arts plastiques et la mise en œuvre des coopérations avec les établissements français ou étrangers poursuivront des objectifs similaires, des partenariats avec les établissements locaux d'enseignement, et des actions dans le domaine de la formation continue.

Le Conseil d'Administration de l'École Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier est composé de 17 membres :

- 8 représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- 3 représentants de l'Etat ;
- 2 personnalités qualifiées : l'une désignée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'autre par l'Etat ;
- 3 représentants du personnel ;
- 1 représentant des étudiants.

Sur proposition du Président en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération au sein de l'EPCC ESBAMA au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

- 8 membres titulaires :

Monsieur Bernard TRAVIER,
Madame Isabelle MARSALA,
Monsieur Guy BARRAL,
Monsieur Thierry BREYSSE,
Madame Jackie GALABRUN-BOULBES,
Madame Isabelle TOUZARD,
Monsieur Roger CAIZERGUES,
Madame Clare HART ;

- et une personnalité qualifiée :

Madame Marie-Christine CHAZE.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue de ce vote, les représentants de la Communauté d'Agglomération désignés au sein de l'EPCC ESBAMA sont :

- au titre des membres titulaires :

Monsieur Bernard TRAVIER,
Madame Isabelle MARSALA,
Monsieur Guy BARRAL,
Monsieur Thierry BREYSSE,
Madame Jackie GALABRUN-BOULBES,
Madame Isabelle TOUZARD,

Monsieur Roger CAIZERGUES,
Madame Clare HART ;

- au titre de personnalité qualifiée :
Madame Marie-Christine CHAZE.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de l'École Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier Agglomération : à savoir les 8 membres titulaires suivants : Monsieur Bernard TRAVIER, Madame Isabelle MARSALA, Monsieur Guy BARRAL, Monsieur Thierry BREYSSE, Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Madame Isabelle TOUZARD, Monsieur Roger CAIZERGUES, Madame Clare HART ; et une personnalité qualifiée : Madame Marie-Christine CHAZE.
- les autoriser à accepter toute fonction de direction qui pourrait leur être confiée, notamment celle de Président du Conseil d'Administration, de Vice-Président, de Trésorier ou de Secrétaire, ainsi que tous mandats spéciaux qui leur seraient dévolus par le Président du Conseil d'Administration ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 25 AVR. 2014
Publié le : 25 AVR. 2014
Déposé En Préfecture
Le :
Numéro de l'acte : *Imc 180548-DE*

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2014

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le vingt-deux avril à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR.

HORS COMMISSION – ASSOCIATION OPÉRA ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON (OONM) - REPRÉSENTANT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

A la suite du renouvellement du Conseil Communautaire, il convient de procéder à la désignation des 9 représentants, dont au moins 1 personnalité qualifiée au sein des instances de l'association Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon (OONM).

Sur proposition du Président en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération au sein de l'OONM au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

- 5 membres élus :

Monsieur Bernard TRAVIER,
Monsieur Jean-Luc COUSQUER,
Monsieur Christophe COUR, Monsieur Guy BARRAL,
Madame Chantal LEVY-RAMEAU

- et 4 personnalités qualifiées :

Monsieur Elisé LOPEZ,
Madame Marie-Christine CHAZE,
Monsieur Didier DESCHAMPS,
Monsieur Yves LARBIOU.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue de ce vote, les représentants de la Communauté d'Agglomération au sein de l'OONM sont :

- au titre des membres élus :

Monsieur Bernard TRAVIER,
Monsieur Jean-Luc COUSQUER,
Monsieur Christophe COUR, Monsieur Guy BARRAL,
Madame Chantal LEVY-RAMEAU

- au titre de personnalités qualifiées :

Monsieur Elisé LOPEZ,
Madame Marie-Christine CHAZE,
Monsieur Didier DESCHAMPS,
Monsieur Yves LARBIOU.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner les 9 représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de l'Association, à savoir 5 membres élus : Monsieur Bernard TRAVIER, Monsieur Jean-Luc COUSQUER, Monsieur Christophe COUR, Monsieur Guy BARRAL, Madame Chantal LEVY-RAMEAU et 4 personnalités qualifiées : Monsieur Elisé LOPEZ, Madame Marie-Christine CHAZE, Monsieur Didier DESCHAMPS, Monsieur Yves LARBIOU.

Délibération n° 12225

- les autoriser à accepter toute fonction de direction qui pourrait leur être confiée, notamment celle de Président du Conseil d'Administration, de Vice-Président, de Trésorier ou de Secrétaire, ainsi que tous mandats spéciaux qui leur seraient dévolus par le Président du Conseil d'Administration ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 25 AVR. 2014
Publié le :
Déposé En Préfecture 25 AVR. 2014
Le :
Numéro de l'acte : Imc 180550-DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.



FINANCES

PERSONNEL

**CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES,
ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES**

COPROPRIETES

SPORTS

CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES

ECOLOTHEQUE

COMMUNICATION

**MONTPELLIER MEDITERRANEE TECHNOPOLE :
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI**

**ARTISANAT, COMMERCE,
MARCHÉ D'INTERET NATIONAL**

TOURISME

INNOVATION

**ECONOMIE AGRICOLE, VITICOLE,
TRADITIONS POPULAIRES ET RURALITE,
RELATIONS AVEC LA CHASSE ET LA PECHE**

INSERTION PAR L'ECONOMIQUE

SERVICES FUNERAIRES

**PROTECTION DES ANIMAUX,
FOURRIERE ANIMALE**

EAU ET ASSAINISSEMENT

LUTTE CONTRE LES INONDATIONS

ENVIRONNEMENT

**DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES
NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS**

POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT

URBANISME, POLITIQUE FONCIERE

**SANTE, HANDICAP, ACCESSIBILITE
ET GERONTOPOLE**

VOIRIE, JALONNEMENT

TRAMWAY, TRANSPORTS, DEPLACEMENTS

RELATIONS INTERNATIONALES

<p>PARTIE 2</p> <p>DECISIONS</p>
--

Pages

CONSEIL DU 15 AVRIL 2014

129

PARTIE 3

ARRETES

Arrêté n°2014-19 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux bons de commande émanant de la direction du pôle Culture, Sports et Solidarité dont le montant HT est inférieur ou égal à 50000 € à l'exception des Maisons d'Agglomération	136
Arrêté n°2014-20 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux bons de commande émanant du pôle Services Publics de l'environnement et des transports dont le montant HT est inférieur ou égal à 50000 €	138
Arrêté n°2014-21 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux Bons de commande émanant du pôle Développement Territorial dont le montant HT est inférieur ou égal à 50000 €.	140
Arrêté n°2014-22 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux Bons de commande émanant du Pôle Ressources et Moyens	142
Arrêté n°2014-23 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux bons de commande dont le montant est supérieur à 90 000€,	144
Arrêté n°2014-24 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux bons de commande dont le montant HT est supérieur à 50000 € et inférieur ou égal à 90 000 €	146
Arrêté n°2014-25 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux bons de commande relatifs au Contrôle de Gestion et à l'Evolution de l'EPCI dont le montant HT est inférieur ou égal à 50000 €.	148
Arrêté n°2014-26 du 16 avril 2014 : Délégation de signature de l'ensemble des pièces comptables de la CAM: mandats, titres, certificats de paiement des marchés, réductions de titres, ordres de reversement, mandats d'annulation, bordereaux de rejet, documents relatifs à la paie et aux charges du personnel, les rectifications apportées aux factures et aux mandats, admissions en non-valeur, états de poursuite par voie de saisie de redevables, arrêtés de comptes de fin d'exercice et les rectifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion, états de restes à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées	150
Arrêté n°2014-27 du 16 avril 2014 : Délégation de signature pour le parc public relative aux conventions ouvrant droit à l'APL ainsi qu'aux attestations de collationnement Délégation également pour le parc privé (Etat bailleur), engagements du bailleur, ainsi que les courriers relatifs à l'instruction des demandes et de paiement des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah).	152
Arrêté n°2014-28 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux conventions obsèques,	154
Arrêté n°2014-29 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux documents attestant de la conformité des opérations de génération et de conservation des clés de sécurité de la mise en billettique.	156
Arrêté n°2014-30 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux ordres de services émanant du Pôle Culture, Sport et Solidarité à l'exception de ceux relatifs aux Maisons d'Agglomération.	158
Arrêté n°2014-31 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux ordres de services relatifs aux marchés émanant du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports	160
Arrêté n°2014-32 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux ordres de services relatifs aux marchés émanant du Pôle Développement Territorial	162
Arrêté n°2014-33 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux ordres de services émanant du Pôle ressources et Moyens	164
Arrêté n°2014-34 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux ordres de missions des agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier	166
Arrêté n°2014-35 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux permissions de voirie du domaine public de la Communauté d'Agglomération de Montpellier	168
Arrêté n°2014-36 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux attestations de situation individuelle et non-renouvellement de contrats	170
Arrêté n°2014-37 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux formalités de publicité des marchés publics, accords-cadres, systèmes d'acquisition dynamique et concours d'un montant supérieur à 90 000€ HT	172

Arrêté n°2014-38 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux, demandes de pièces complémentaires à l'issue de l'enregistrement des candidatures dans le cadre de passation de marchés publics accords-cadres, système d'acquisition dynamique et concours d'un montant supérieur à 90 000 € H.T.	174
Arrêté n°2014-39 du 16 avril 2014 : Délégation de signature à l'effet de parapher les feuillets des registres	176
Arrêté n°2014-40 du 16 avril 2014 : Délégation de signature à l'effet de signer les attestations de services faits relatifs aux Maisons d'Agglomération, à la Direction de la communication et à la Direction du Protocole	178
Arrêté n°2014-41 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives au pôle Culture, Sport et Solidarité	180
Arrêté n°2014-42 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux attestations de services faits du Pôle SPET	183
Arrêté n°2014-43 du 16 avril 2014 : Délégation de signature des attestations de services faits du Contrôle de Gestion et à, l'évolution de l'EPCI	185
Arrêté n°2014-44 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux attestations de services faits du pôle Développement territorial	187
Arrêté n°2014-45 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux attestations de services faits du pôle Ressources et Moyens dont le montant est inférieur ou égal à 1 000 € H.T.	189
Arrêté n°2014-46 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux procédures marchés d'un montant inférieur ou égal à 50 000 H.T pour la Direction de la Prévention et de la gestion des Déchets	192
Arrêté n°2014-47 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux procédures marchés d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € H.T pour la Direction de l'Eau et de l'Assainissement	194
Arrêté n°2014-48 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative, aux marchés d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ HT pour la Direction des Transports et de la Voirie	196
Arrêté n°2014-49 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux procédures marchés d'un montant inférieur ou égal à 50 000 H.T pour la Direction des Ressources Informatiques	198
Arrêté n°2014-50 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux marchés d'un montant inférieur ou égal à 50 000 H.T pour la Direction des Finances	200
Arrêté n°2014-51 du 16 avril 2014 : délégation de signature relatives aux marchés d'un montant inférieur à 50 000 H.T pour la Direction des moyens généraux et des Bâtiments	202
Arrêté n°2014-52 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux marchés d'un montant inférieur à 50 000 H.T pour la Direction des Ressources Humaines	204
Arrêté n°2014-53 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux marchés dont le montant est inférieur à 50 000 € H.T pour la Direction des Affaires juridiques et des Marchés Publics	206
Arrêté n°2014-54 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux marchés d'un montant inférieur ou égal à 50 000 H.T pour l'Ecolothèque	208
Arrêté n°2014-55 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux procédures marchés d'un montant inférieur ou égal à 50 000 H.T pour la Direction de la Téléalarme	210
Arrêté n°2014-56 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux procédures marchés d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € H.T. pour la Direction de la Culture	212
Arrêté n°2014-57 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux procédures marchés d'un montant inférieur à 50 000 H.T pour la Direction des Sport	214
Arrêté n°2014-58 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux procédures marchés d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € H.T pour les Services Funéraires	216
Arrêté n°2014-59 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux procédures marchés d'un montant inférieur à 50 000 H.T pour la Direction du Développement Economique et de l'Emploi	218
Arrêté n°2014-60 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux procédures marchés d'un montant inférieur ou égal à 50 000 H.T pour la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	220

Arrêté n°2014-61 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux procédures marchés d'un montant inférieur ou égal à 50 000 H.T pour la Direction de l'urbanisme et de l'Habitat	222
Arrêté n°2014-62 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux procédures marchés d'un montant inférieur à 90 000 € H.T pour la Direction Contrôle de Gestion	224
Arrêté n°2014-63 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux procédures marchés d'un montant inférieur à 90 000 € H.T pour les Maisons d'Agglomération, la Direction de la Communication et la Direction du Protocole	226
Arrêté n°2014-64 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux procédures marchés d'un montant supérieur à 50 000 € H.T relevant du Pôle Ressources et Moyens	228
Arrêté n°2014-65 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux procédures marchés d'un montant supérieur à 50 000 € H., et inférieur ou égal à 90 000 H.T relevant du Pôle Culture, Sports et Solidarité	230
Arrêté n°2014-66 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux procédures marchés d'un montant supérieur à 50 000 € H.T, et inférieur ou égal à 90 000 H.T relevant du Pôle développement territorial	232
Arrêté n°2014-67 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux procédures marchés d'un montant supérieur à 50 000 € H.T. et inférieur ou égal à 90 000 H.T relevant du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transport	234
Arrêté n°2014-68 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux ordres de services émanant de la Direction Contrôle de gestion	236
Arrêté n°2014-69 du 16 avril 2014 : Délégation de signature relative aux ordres de services concernant les Maisons d'Agglomération, la Direction de la Communication et à la Direction du Protocole.	238
Arrêté n°2014-70 du 25 avril 2014 : Autorisation accordée à Mme Célié, MM Daniel, Nurit, Hemain, à l'effet de signer les ordres de missions des agents de leur pôle respectif à l'exception, des ordres de mission visés à l'article 4.	240
Arrêté n°2014-71- du 25 avril 2014 : Délégation de fonction à Mme Catherine DARDE. Autorisation de signature de tous les actes, courriers et documents administratifs dans le domaine de la Politique de la Ville, sous les réserves visés à l'article 2	242
Arrêté n°2014-72 du 25 avril 2014 : Délégation de fonction à Monsieur Max LÉVITA est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées à l'article 2. En cas d'absence ou d'empêchement, délégation de signature à Mme Darde, Fina	244
Arrêté n°2014-73 du 25 avril 2014 : Délégation de fonction à Mme Stéphanie JANNIN dans les domaines de l'Urbanisme et de l'Aménagement. Signature de tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées à l'article 2. En cas d'absence ou d'empêchement, délégation de signature à Mme Darde, Fina	247
Arrêté n°2014-74 du 25 avril 2014 : Délégation de fonction à M. Cyril MEUNIER dans le domaine de l'environnement. Signature de tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées à l'article 2 En cas d'absence ou d'empêchement, délégation de signature à Mme Darde, Fina	250
Arrêté n°2014-75 du 25 avril 2014 : Délégation de fonction à Mme Isabelle GUIRAUD dans les domaines l'administration générale, du contentieux et des affaires juridiques. Signature de tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées à l'article 2. En cas d'absence ou d'empêchement, délégation de signature à Mme Darde, Fina	252
Arrêté n°2014-76 du 25 avril 2014 : Délégation de fonction à M. Laurent JAOUl dans les domaines de la proximité et des relations avec les usagers. Signature de tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées à l'article 2.	255
Arrêté n°2014-77 du 25 avril 2014 : Délégation de fonction à M. Bernard TRAVIER. Signature de tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées à l'article 2. En cas d'absence ou d'empêchement, délégation de signature à Mme Darde, Fina	258

Arrêté n°2014-78 du 25 avril 2014 : Délégation de fonction à Mme Isabelle GIANIEL dans les domaines des transports et de la Mobilité. Signature de tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées à l'article 2.	261
Arrêté n°2014-79 du 25 avril 2014 : Délégation de fonction à M. Rabii YOUSSEF dans le domaine espace Public. Signature de tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées à l'article 2. En cas d'absence ou d'empêchement, délégation de signature à Mme Darde, Fina	263
Arrêté n°2014-80 du 25 avril 2014 : Délégation de fonction à M. Jean-Luc MEISSONNIER dans les domaines des Sports et des Traditions. Signature de tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées à l'article 2. En cas d'absence ou d'empêchement, délégation de signature à Mme Darde, Fina	265
Arrêté n°2014-81 du 25 avril 2014 : Délégation de fonction à Mme Isabelle TOUZARD dans les domaines l'Emploi, des TPE&PME, de l'Artisanat et de l'Agriculture. Signature de tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées à l'article 2. En cas d'absence ou d'empêchement, délégation de signature à Mme Darde, Fina	267
Arrêté n°2014-82 du 25 avril 2014 : Délégation de fonction à M. Pierre BONNAL dans le domaine des Ressources Humaines. Signature de tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées à l'article 2, ainsi que toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président. En cas d'absence ou d'empêchement, délégation de signature à Mme Darde, Fina	269
Arrêté n°2014-83 du 25 avril 2014 : Délégation de fonction à M. René REVOL dans les domaines Eau et Milieux Aquatiques. Signature de tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées à l'article 2. Signature de tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées à l'article 2 En cas d'absence ou d'empêchement, délégation de signature à Mme Darde, Fina	271
Arrêté n°2014-84 du 25 avril 2014 : Délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines du développement économique et de l'attractivité. En cas d'absence ou d'empêchement, délégation de signature à Mme Darde, Fina	273
Arrêté n°2014-85 du 25 avril 2014 : Délégation de fonction à M. Noël SEGURA dans le domaine du logement. Signature de tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées à l'article 2 En cas d'absence ou d'empêchement, délégation de signature à Mme Darde, Fina	275
Arrêté n°2014-87 du 25 avril 2014 : Délégation de fonction à M. Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine de la communication. Signature de tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées à l'article 2. En cas d'absence ou d'empêchement, délégation de signature à Mme Darde, Fina	277
Arrêté n°2014-88 du 25 avril 2014 : Délégation de fonction à M. Jean-François AUDRIN dans le domaine de la protection des animaux. Signature de tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées à l'article 2. En cas d'absence ou d'empêchement, délégation de signature à Mme Darde, Fina	279
Arrêté n°2014-89 du 25 avril 2014 : Désignation de Monsieur René Revol en tant que représentant de M. le Président à la présidence de la Commission de Délégation de service public Eau potable, Eau brute et Assainissement	281
Arrêté n°2014-90 du 25 avril 2014 : Désignation de Monsieur Cyril MEUNIER en tant que représentant de M. le Président à la présidence de la Commission de Délégation de Service Public pour le traitement des déchets ménagers et assimilés	283
Arrêté n°2014-91 du 25 avril 2014 : Désignation de Mme Chantal Marion en tant que représentante de M. le Président à la présidence de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du Zénith et du Corum	285
Arrêté n°2014-92 du 25 avril 2014 : Désignation de Mme Isabelle GIANIEL en tant que représentante de M. le Président à la présidence de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du service des transports urbains et de la mobilité	297

Arrêté n°2014-95 du 25 avril 2014 : Désignation de M. Bernard TRAVIER en tant que représentant de M. le Président à la présidence de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum	289
Arrêté n°2014-96 du 25 avril 2014 : Désignation de Monsieur Laurent JAOUL en tant que représentant de M. le Président à la présidence de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation des services funéraires	291
Arrêté n°2014- 97 du 25 avril 2014 : Délégation de signature à M. Max LEVITA relative aux pièces comptables. accordées à. M FINA, M Nurit, Mme Célié	293



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Délégation de signature relative aux bons de
commande émanant du Pôle Culture, Sports, Solidarité**

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2014-14 du 4 avril 2014 portant délégation de signature pour les bons de commande du Pôle Culture Sports Solidarité à Monsieur Marc DANIEL,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°2014-03-367 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'intérim de l'emploi de Directeur du Pôle Culture, Sports, Solidarité,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2014-14 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les bons de commande dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 euros émanant du pôle Culture, Sports et Solidarité à l'exception de ceux relatifs aux Maisons d'Agglomération.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, délégation de signature est donnée à Monsieur Julien FOURNEL, Monsieur Thierry GUITTET, Monsieur Alain CANAUD, Monsieur Gérard LASSUS pour les bons de commande d'un même montant émanant respectivement de la Direction de la Culture, de la Direction des Sports, des Services Funéraires et du Service de Téléalarme.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc DANIEL, et de Monsieur Julien FOURNEL, Monsieur Thierry GUITTET, Monsieur Alain CANAUD, Monsieur Gérard LASSUS chacun dans son domaine de compétence, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yves NURIT, de Monsieur Marc DANIEL, et de Monsieur Julien FOURNEL, Monsieur Thierry GUITTET, Monsieur Alain CANAUD, Monsieur Gérard LASSUS chacun dans son domaine de compétence, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-19
Transmis en Préfecture le	16 AVR. 2014
Affiché le	16 AVR. 2014
Notifié le	17 AVR. 2014
Identifiant	WTC 180460.AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

16 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de signature relative aux bons de commande émanant du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** le Code des marchés publics en vigueur,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2013-23 du 4 avril 2013 portant délégation de signature pour les bons de commande du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,
- **VU** la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- **VU** la note de service n°2009-12-581 du 4 décembre 2009 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2013-23 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN à l'effet de signer les bons de commande émanant de son pôle dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 euros.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN délégation de signature est donnée à Madame Florence FUCHS, Monsieur Christophe DELIGNY, Monsieur Karim OUNOUGHI pour les bons de commande d'un même montant émanant respectivement de la Direction de l'eau et de l'assainissement, de la Direction de la prévention et de la gestion des déchets et de la Direction des transports et de la voirie.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, de Madame Florence FUCHS, Monsieur Christophe DELIGNY, et de Monsieur Karim OUNOUGHI chacun dans leur domaine de compétence, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yves NURIT, Monsieur Jean-Claude HEMAIN, ainsi que de Madame Florence FUCHS, Monsieur Christophe DELIGNY, Monsieur Karim OUNOUGHI chacun dans leur domaine de compétence, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-20
Transmis en Préfecture le	16 AVR. 2014
Affiché le	16 AVR. 2014
Notifié le	17 AVR. 2014
Identifiant	UNC 180462 .AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

16 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Délégation de signature relative aux bons de commande
émanant du Pôle Développement Territorial**

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2012-127 du 21 novembre 2012 portant délégation de signature pour les bons de commande du Pôle Développement Territorial,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian Fina sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves Nurit sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2012-127 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Yves Nurit à l'effet de signer les bons de commande émanant de son pôle dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 euros.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves Nurit délégation de signature est donnée à Madame Karine Caner, Monsieur Eric Gomez, Monsieur Bruno Le Roy pour les bons de commande d'un même montant émanant respectivement de la Direction du développement économique et de l'emploi, de la Direction du foncier et de l'aménagement opérationnel et de la Direction de l'urbanisme et de l'habitat.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Yves Nurit et de Madame Karine Caner, Monsieur Eric Gomez, Monsieur Bruno Le Roy chacun dans son domaine de compétence, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian Fina, Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-21
Transmis en Préfecture le	16 AVR 2014
Affiché le	16 AVR 2014
Notifié le	17 AVR. 2014
Identifiant	UNC 180464 -AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

16 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Délégation de signature relative aux bons de
commande émanant du Pôle Ressources et Moyens**

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2011-3300 du 1^{er} février 2011 portant délégation de signature pour les bons de commande du pôle Ressources et Moyens dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 €,
- VU la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CÉLIÉ sur l'emploi de Directeur du Pôle Ressources et Moyens,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°2011-3300 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Madame Christel CÉLIÉ à l'effet de signer les bons de commande émanant du pôle Ressources et Moyens dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 €.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christel CÉLIÉ, délégation de signature est donnée à Madame Nathalie GANDREAU, Monsieur Vinh PHAM, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Pierre BRICE, Monsieur Philippe RENAUD pour les bons de commandes d'un même montant émanant respectivement de la Direction des Finances, de la Direction des ressources humaines, de la Direction des moyens généraux et des bâtiments, de la Direction des ressources informatiques, de la Direction des affaires juridiques et des marchés publics.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christel CÉLIÉ, et de Madame Nathalie GANDREAU, Monsieur Vinh PHAM, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Pierre BRICE, Monsieur Philippe RENAUD chacun dans son domaine de compétence, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yves NURIT, Madame Christel CÉLIÉ, ainsi que de Madame Nathalie GANDREAU, Monsieur Vinh PHAM, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Pierre BRICE, Monsieur Philippe RENAUD chacun dans son domaine de compétence, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-22
Transmis en Préfecture le	1 6 AVR. 2014
Affiché le	1 6 AVR. 2014
Notifié le	1 7 AVR. 2014
Identifiant	LNC 130466-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

1 6 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de signature relative aux bons de commande d'un montant supérieur à 90 000€ HT

- **VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant Code des marchés publics,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- **VU** la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CÉLIÉ sur l'emploi de Directeur du Pôle Ressources et Moyens,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation est accordée à Monsieur Christian FINA à l'effet de signer les bons de commande dont le montant est supérieur à 90 000 € H.T.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian FINA, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Christian FINA et de Monsieur Yves NURIT, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Christel CELIE, Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

ARTICLE 4 : Cette délégation est accordée à compter de la notification du présent arrêté et jusqu'à ce que les Vice-présidents aient reçu délégation de fonction et de signature chacun dans leur domaine de compétence.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-23
Transmis en Préfecture le	16 AVR. 2014
Affiché le	16 AVR. 2014
Notifié le	17 AVR. 2014
Identifiant	LNC 180468 .AR

Fait à Montpellier le
M. Philippe SAUREL

16 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Délégation de signature relative aux bons de commande d'un montant
supérieur à 50 000 euros HT et inférieur ou égal à 90 000€HT**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics 2006,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°2010-3038 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature à Monsieur Christian FINA concernant les bons de commande supérieurs à 50 000 € H.T,
- **VU** la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- **VU** la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CÉLIÉ sur l'emploi de Directeur du Pôle Ressources et Moyens,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°2010-3038 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Christian FINA à l'effet de signer les bons de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € H.T. et inférieur ou égal à 90 000 € H.T,

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian FINA, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Christian FINA et de Monsieur Yves NURIT, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Christel CELIE, Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêt

Arrêté n°	A2014-24
Transmis en Préfecture le	16 AVR. 2014
Affiché le	16 AVR. 2014
Notifié le	17 AVR. 2014
Identifiant	UNC 180470-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

16 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de signature relative aux bons de commande émanant du Contrôle de gestion

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** de le Code des marchés publics en vigueur,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°2010-3035 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature pour la Direction du Contrôle de Gestion,
- **VU** l'arrêté n°2010-3036 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature pour Madame Chrystelle AMBLARD,
- **VU** la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°05-154 portant affectation de Madame Céline AUDON sur l'emploi de Directrice du contrôle de gestion,

ARRETE

ARTICLE 1 : Les arrêtés n°2010-3035 et n°2010-3036 susvisés sont abrogés.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Madame Céline AUDON à l'effet de signer les bons de commande relatifs au Contrôle de Gestion et à l'Evolution de l'EPCI dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 €.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline AUDON, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Caroline KNAPP Directrice Adjointe du Contrôle de Gestion.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Mesdames Céline AUDON et Caroline KNAPP, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-25
Transmis en Préfecture le	1 6 AVR. 2014
Affiché le	1 6 AVR. 2014
Notifié le	1 7 AVR. 2014
Identifiant	UNC 180472 - AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

1 6 AVR. 2014



Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

Délégation de signature relative aux pièces comptables

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves Nurit sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel Célié sur l'emploi de Directeur du Pôle Ressources et Moyens,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation est attribuée à Monsieur Christian FINA à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de la Communauté d'Agglomération comprenant notamment :

- les mandats, titres, certificats de paiement des marchés, réductions de titres, ordres de reversement, mandats d'annulation, bordereaux de titres et mandats de bordereaux de rejet,
- les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel, les rectifications apportées aux factures et aux mandats,
- les admissions en non-valeur,
- les états de poursuite par voie de saisie des redevables,
- les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion,
- les états de restes à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian FINA les délégations prévues à l'article 1 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Christian FINA et de Yves NURIT, Madame Christel CELIE reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 4 : Cette délégation est attribuée à compter de la notification du présent arrêté et jusqu'à ce que le Vice Président délégué dans le domaine des Finances ait reçu délégation de signature et de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-26
Transmis en Préfecture le	1 6 AVR. 2014
Affiché le	1 6 AVR 2014
Notifié le	1 7 AVR. 2014
Identifiant	INC 18 0474 -AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

1 6 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

Délégation de signature relative aux aides à la pierre

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°6299 du 31 janvier 2005 relative à la délégation de compétence d'attribution des aides publiques à la construction et à la rénovation des logements,
- **VU** l'arrêté n°A2012-3 du 5 mars 2012 portant délégation de signature,
- **VU** la note de service n°2012-09-334 du 4 octobre 2012 portant affectation de Monsieur Bruno LE ROY sur l'emploi de Directeur de l'Urbanisme et de l'Habitat,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2012-3 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Dans le cadre de la délégation des aides à la pierre, délégation est accordée à Monsieur Bruno LE ROY, à l'effet de signer :

- pour le parc public, les conventions ouvrant droit à l'APL ainsi que les attestations de collationnements.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LE ROY, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Madame Caroline FRIOL.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Bruno LE ROY et de Madame Caroline FRIOL, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 5 : Dans le cadre de la délégation des aides à la pierre, délégation est accordée à Madame Audrey FRANZETTI, à l'effet de signer :

- pour le parc privé, les conventions « Etat – Bailleur », les engagements du bailleurs, ainsi que les courriers relatifs à l'instruction des demandes d'attribution et de paiement des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah).

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame FRANZETTI délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Grégory FAYE. En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame FRANZETTI et de Monsieur Grégory FAYE, délégation de signature est donnée à Monsieur Bruno LE ROY.

ARTICLE 7 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame FRANZETTI, de Messieurs Grégory FAYE et Bruno LE ROY, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-27
Transmis en Préfecture le	16 AVR 2014
Affiché le	16 AVR. 2014
Notifié le	17 AVR. 2014
Identifiant	Cnc 180479. AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

16 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de signature relative aux conventions obsèques

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2014-17 du 04 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Marc DANIEL relatif aux conventions obsèques,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°2014-03-367 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'intérim de l'emploi de Directeur du Pôle Culture, Sports, Solidarité,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2014-17 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les conventions obsèques.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, la délégation définie à l'article 2 est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc DANIEL et de Monsieur Christian FINA, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-28
Transmis en Préfecture le	16 AVR. 2014
Affiché le	16 AVR. 2014
Notifié le	17 AVR. 2014
Identifiant	UC 180481-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

16 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de signature relative à la billettique

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-17, L. 5211-9,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération n°9279 du 22 décembre 2009 relative à la délégation du service des transports publics de la communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération n°8522 du 27 novembre 2008 relative à la tarification intermodale du réseau urbain de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et du réseau de transport express régional de la Région Languedoc-Roussillon,
- **VU** l'arrêté n°A2013-44 du 18 juin 2013 donnant délégation de signature à Madame MISTRAL Magali,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2013-44 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Madame MISTRAL Magali, chargée des investissements et du patrimoine au sein de la Direction des Transports et de la Voirie, veillera notamment à la conformité de la génération des clés de sécurité billettique.

Dans le cadre cette mission, délégation de signature lui est accordée pour signer au nom du Président de la Communauté d'Agglomération les documents attestant de la conformité des opérations de génération et de conservation des clés de sécurité de la mise en billettique.

ARTICLE 3 : Madame MISTRAL Magali est également responsable de la procédure de mise en circulation des véhicules affectés au service des transports publics de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Dans le cadre cette mission, procuration pour effectuer les démarches et délégation de signature sont accordées à Madame MISTRAL Magali pour signer au nom du Président de la Communauté d'Agglomération les documents utiles à l'immatriculation des véhicules affectés au service des transports publics propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 4 En cas d'absence ou d'empêchement de Madame MISTRAL Magali, les procurations et délégations définies ci-dessus sont données dans les mêmes conditions à Mme Sophie SACHET.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-29
Transmis en Préfecture le	1 6 AVR. 2014
Affiché le	1 6 AVR. 2014
Notifié le	1 7 AVR. 2014
Identifiant	LNC 180484-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

1 6 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Délégation de signature relative aux ordres de service
émanant du pôle Culture, Sports et Solidarité**

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le Code des marchés publics
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2014-16 du 4 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Marc DANIEL relatif aux ordres de services,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,
- VU la note de service n°2014-03-367 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'intérim de l'emploi de Directeur du Pôle Culture, Sports, Solidarité,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2014-16 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les ordres de services émanant du pôle Culture, Sports et Solidarité à l'exception de ceux relatifs aux Maisons d'Agglomération.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, délégation de signature est donnée à Monsieur Julien FOURNEL, Monsieur Thierry GUITTET, Monsieur Alain CANAUD, Monsieur Gérard LASSUS pour les ordres de services émanant respectivement de la Direction de la Culture, de la Direction des Sports, des Services Funéraires et du Service de Téléalarme.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc DANIEL et de l'une des personnes visées à l'article 3 dans son domaine de compétence, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc DANIEL, de l'une des personnes visées à l'article 3 dans son domaine de compétence, et de Monsieur Yves

NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-30
Transmis en Préfecture le	1 6 AVR. 2014
Affiché le	1 6 AVR. 2014
Notifié le	1 7 AVR. 2014
Identifiant	UNC 180499-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

1 6 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Délégation de signature relative aux ordres de service émanant
du pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports**

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le Code des marchés publics,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président
- VU l'arrêté n°A2013-24 du 4 avril 2013, portant délégation de signature pour les ordres de services du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°2009-12-581 du 4 décembre 2009 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2013-24 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN à l'effet de signer les ordres de services relatifs aux marchés émanant du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, délégation de signature est donnée à Madame Florence FUCHS, Monsieur Karim OUNOUGH, Monsieur Christophe DELIGNY, pour les ordres de services relatifs aux marchés émanant respectivement de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, de la Direction des Transports et de la Voirie et de la Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de l'un des directeurs visé à l'article 3 dans son domaine de compétence, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de l'un des directeurs visé à l'article 3 dans son domaine de compétence, ainsi que de Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-31
Transmis en Préfecture le	1 6 AVR. 2014
Affiché le	1 6 AVR. 2014
Notifié le	17 AVR. 2014
Identifiant	unc 180502 -AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL 1 6 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Délégation de signature relative aux ordres de
service émanant du pôle Développement Territorial**

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le Code des marchés publics,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2013-29 du 4 avril 2013 portant délégation de signature pour les ordres de services du Pôle Développement Territorial,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2013-29 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Yves NURIT à l'effet de signer les ordres de services émanant du Pôle Développement Territorial.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves NURIT délégation de signature est donnée à Madame Karine CANER, Monsieur Eric GOMEZ, Monsieur Bruno LE ROY pour les ordres de services respectivement de la Direction du développement économique et de l'emploi, de la Direction du foncier et de l'aménagement opérationnel et de la Direction de l'urbanisme et de l'habitat.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Yves NURIT et de Madame Karine CANER, Monsieur Eric GOMEZ, Monsieur Bruno LE ROY chacun dans son domaine de compétence, la délégation définie à l'article 2 est donnée à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-32
Transmis en Préfecture le	16 AVR. 2014
Affiché le	16 AVR 2014
Notifié le	17 AVR. 2014
Identifiant	UNC 180505-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

16 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Délégation de signature relative aux ordres de
service émanant du pôle Ressources et Moyens**

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9,
- VU le Code des marchés publics,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2011-3302 du 13 décembre 2011 portant délégation de signature pour les ordres de services du Pôle Ressources et Moyens,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CELIE sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°2011-3302 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Madame Christel CELIE à l'effet de signer les ordres de services relatifs aux marchés émanant du Pôle Ressources et Moyens.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christel CELIE, délégation de signature est donnée à Madame Nathalie GANDREAU, Monsieur Vinh PHAM, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Pierre BRICE, Monsieur Philippe RENAUD pour les ordres de services relatifs aux marchés émanant respectivement de la Direction des finances, de la Direction des ressources humaines, de la Direction des moyens généraux et des bâtiments, de la Direction des ressources informatiques, de la Direction des affaires juridiques et des marchés publics.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christel CELIE et de Madame Nathalie GANDREAU, Monsieur Vinh PHAM, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Pierre BRICE, Monsieur Philippe RENAUD chacun dans son domaine de compétence, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christel CELIE et de Madame Nathalie GANDREAU, Monsieur Vinh PHAM, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Pierre BRICE, Monsieur Philippe RENAUD chacun dans son domaine de compétence ainsi que de Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-33
Transmis en Préfecture le	16 AVR. 2014
Affiché le	16 AVR. 2014
Notifié le	17 AVR. 2014
Identifiant	UNC 180507 - AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

16 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Délégation de signature relative aux ordres de mission des
agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2012-126 du 21 novembre 2012 portant délégation de signature concernant les ordres de mission,
- **VU** la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CÉLIÉ sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens,
- **VU** la note de service n°2014-03-367 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'intérim de l'emploi de Directeur du Pôle Culture, Sports, Solidarité,
- **VU** la note de service n°09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,
- **VU** la note de service n°2009-12 581 du 4 décembre 2009 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire que la Communauté d'Agglomération de Montpellier puisse produire sans délai les ordres de mission de ses agents,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2012-126 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est accordée à Madame Christel CÉLIÉ, à Messieurs Marc DANIEL, Yves NURIT, Jean-Claude HEMAIN à l'effet de signer les ordres de mission des agents de leur pôle respectif à l'exception de ceux visés à l'article 4.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christel CÉLIÉ, la délégation définie à l'article précédent est accordée dans les mêmes conditions à Mesdames Nathalie GANDREAU et Isabelle LEVANNIER, Messieurs Pierre Brice, Philippe RENAUD et Vinh PHAM pour les ordres de mission relevant des agents de leur direction respective.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation définie à l'article précédent est accordée dans les mêmes conditions à Madame Florence FUCHS-JESSLEN, Messieurs Christophe DELIGNY et Georges LESCUYER pour les ordres de mission relevant des agents de leur direction respective.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article précédent est accordée dans les mêmes conditions à Madame Karine CANER, Messieurs Eric GOMEZ et Bruno LE ROY pour les ordres de mission relevant des agents de leur direction respective.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, la délégation définie à l'article précédent est accordée dans les mêmes conditions à Messieurs Julien FOURNEL pour la Direction de la Culture, Thierry GUITTET, Alain CANAUD et Gérard LASSUS pour les ordres de mission relevant des agents de leur direction respective.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Christian FINA à l'effet de signer les ordres de mission concernant les agents du contrôle de gestion, de la Direction de la Communication, du protocole et des maisons d'Agglomération ainsi que les ordres de mission à l'étranger et les ordres de mission nécessitant sa signature au regard des spécificités du déplacement des agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En son absence ou empêchement, la délégation définie ci-dessus est accordée dans les mêmes conditions aux Directeurs de Pôle visés à l'article 1 pour leurs agents respectifs et à Monsieur Yves NURIT pour les autres agents.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-34
Transmis en Préfecture le	16 AVR. 2014
Affiché le	16 AVR. 2014
Notifié le	17 AVR. 2014
Identifiant	UNC 180510-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

16 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Délégation de signature relative aux permissions de voirie
du domaine public de la Communauté d'Agglomération**

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2013-70 du 17 janvier 2014 portant délégation de signature à Monsieur Karim OUNOUGHI,
- **VU** la note de service n°2012-02-204 du 28 février 2013 portant affectation de Monsieur Karim OUNOUGHI sur l'emploi de Directeur des Transports et de la voirie,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'assurer la continuité du service,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2013-70 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Karim OUNOUGHI, Directeur des Transports et de la Voirie, à l'effet de signer les permissions de voirie du domaine public de la Communauté d'Agglomération. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karim OUNOUGHI, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Sophie SACHET, Directrice Adjointe « Infrastructures, Grands Projets, Déplacements ».

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Karim OUNOUGHI et de Madame Sophie SACHET, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Karim OUNOUGHI, de Madame Sophie SACHET et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-35
Transmis en Préfecture le	16 AVR. 2014
Affiché le	16 AVR. 2014
Notifié le	17 AVR. 2014
Identifiant	UNC 180513. AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

16 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Délégation de signature relative aux attestations de situation
individuelle et aux non-renouvellements de contrats**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2011-3303 du 13 décembre 2011 portant délégation de signature à Christel CELIE,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CÉLIÉ sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens,
- VU la note de service n°11-491 du 13 octobre 2011 portant affectation de Monsieur Vinh PHAM sur l'emploi de Directeur des Ressources Humaines,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire que la Communauté d'Agglomération de Montpellier puisse justifier, sans délai, de la situation individuelle de ses agents auprès des Collectivités et organismes extérieurs,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°2011-3303 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est accordée à Madame Christel CÉLIÉ à l'effet de signer tout courrier relatif aux non renouvellements de contrats.

ARTICLE 3 : Délégation est également accordée à Madame Christel CÉLIÉ à l'effet de signer tout document permettant d'attester de la situation professionnelle et administrative des agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christel CÉLIÉ, les délégations définies aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Vinh PHAM.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Christel CELIE et de Monsieur Vinh PHAM, les délégations définies aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-36
Transmis en Préfecture le	16 16 AVR. 2014
Affiché le	16 16 AVR. 2014
Notifié le	17 AVR. 2014
Identifiant	UNC180515. AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

16 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de signature relative aux formalités de publicité des marchés publics, accords-cadres, systèmes d'acquisition dynamique et concours supérieurs à 90 000 € HT

- VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics 2006,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12 196 du 15 avril 214 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2012-118 du 2 octobre 2012 portant délégation de signature à Madame Christel CÉLIÉ,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CÉLIÉ sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2012-118 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Madame Christel CÉLIÉ à l'effet de signer tout document relatif aux formalités de publicité des marchés publics, accords-cadres, systèmes d'acquisition dynamique et concours d'un montant supérieur à 90 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christel CÉLIÉ, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Philippe RENAUD, Directeur des Affaires Juridiques et des Marchés Publics.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Christel CÉLIÉ et de Monsieur Philippe RENAUD la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Fabrice MOURET, Directeur Adjoint des Marchés Publics.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Christel CÉLIÉ, de Monsieur Philippe RENAUD et de Monsieur Fabrice MOURET, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-37
Transmis en Préfecture le	1 6 AVR. 2014
Affiché le	1 6 AVR. 2014
Notifié le	1 7 AVR. 2014
Identifiant	UNC 180518-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

1 6 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Délégation de signature relative aux demandes de pièces complémentaires
à l'issue de l'enregistrement des candidatures dans le cadre de la
passation de marchés publics, accords-cadres, systèmes d'acquisition
dynamique et concours dont le montant est supérieur à 90 000 € HT**

- VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5211-9 et L.211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics 2006,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2011-1215 du 17 mai 2010 portant délégation de signature à Monsieur Fabrice MOURET,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°2011-1215 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Dans le cadre de la passation de marchés publics, accords-cadres, systèmes d'acquisition dynamique et concours dont le montant est supérieur à 90 000 € HT, délégation est accordée à Monsieur Fabrice Mouret, Directeur adjoint des Marchés Publics, à l'effet de signer les demandes de pièces complémentaires à l'issue de l'enregistrement des candidatures.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice Mouret, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Anne-Marie BLATIERE, Chef du service procédure.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Fabrice Mouret et de Madame Anne-Marie BLATIERE, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Philippe RENAUD, Directeur des Affaires Juridiques et des Marchés Publics.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Fabrice MOURET, de Madame Anne-Marie BLATIERE et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation visée à l'article

2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Christel CÉLIÉ, Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-38
Transmis en Préfecture le	16 AVR. 2014
Affiché le	16 AVR. 2014
Notifié le	17 AVR. 2014
Identifiant	UNC180521-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

16 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

Délégation de signature à l'effet de parapher les feuillets des registres

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la circulaire ministérielle du 14 décembre 2010 relative à la tenue des registres des communes et de certains de leurs groupements,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2011-1413 du 17 juin 2011 portant délégation de signature à Monsieur Fabrice MOURET,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CELIE sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°2011-1413 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Philippe RENAUD, Directeur des Affaires Juridiques et des Marchés Publics, à l'effet de parapher les feuillets des registres.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Madame Laurence BONNET, Directrice Adjointe des Affaires Juridiques.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe RENAUD, de Madame Laurence BONNET, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Christel CELIE, Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe RENAUD, de Madame Laurence BONNET et de Madame Christel CELIE, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-39
Transmis en Préfecture le	16 AVR. 2014
Affiché le	16 AVR. 2014
Notifié le	17 AVR. 2014
Identifiant	UNC 180523-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

16 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Délégation de signature à l'effet de signer les attestations
de services faits relatifs aux Maisons d'Agglomération, à la
Direction de la Communication et à la Direction du Protocole.**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- **VU** le Code des marchés publics,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°2010-3032 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature pour les attestations de services faits à Madame Sophie SALELLES,
- **VU** la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°2010-3032 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Christian FINA à l'effet de signer les attestations de services faits relatifs aux Maisons d'Agglomération; à la Direction de la Communication et à la Direction du Protocole.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian FINA, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-40
Transmis en Préfecture le	16 AVR. 2014
Affiché le	16 AVR. 2014
Notifié le	17 AVR. 2014
Identifiant	UNC180526 AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

16 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant un tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

Délégation de signature relative aux attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives au Pôle Culture Sport et Solidarité

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- **VU** le Code des marchés publics en vigueur,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la note de service n°2014-03-367 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'intérim de l'emploi de Directeur du Pôle Culture, Sports, Solidarité,
- **VU** l'arrêté A2014-13 du 04 avril 2014 relatif aux délégations des attestations de services faits relatives au réseau des Médiathèques, au Musée Fabre, au Département d'Art Dramatique, au Planétarium, à l'Ecolothèque, au Musée archéologique Lattara, à la Direction de la Culture, des Sports, au Service Funéraire et au Service Téléalarme ,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2014-13 du 04 avril 2014 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du réseau des Médiathèques. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Nadine BEAUSOLEIL. En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN et de Madame Nadine BEAUSOLEIL, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Karine ESCAFFIT.

ARTICLE 3 : Délégation est accordée à Monsieur Michel HILAIRE à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Musée Fabre. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel HILAIRE, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame TOURRE-DARCOURT.

ARTICLE 4 : Délégation est accordée à Monsieur Olivier PERIN à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Conservatoire à Rayonnement Régional. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier PERIN, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Elisabeth NINGRES.

ARTICLE 5 : Délégation est accordée à Monsieur Jean-Philippe MERCIER à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du

Planétarium. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Philippe MERCIER, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 6 : Délégation est accordée à Monsieur Vincent LARBEY à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de l'Ecolothèque. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent LARBEY, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 7 : Délégation est accordée à Monsieur Lionel PERNET à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Musée archéologique Lattara. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Lionel PERNET, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 8 : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction de la Culture à l'exception de celles visées aux articles 2 à 7 du présent arrêté. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Julien FOURNEL.

ARTICLE 9 : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction de la Culture. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Julien FOURNEL.

ARTICLE 10 : Délégation est accordée à Monsieur Thierry GUITTET à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des Sports. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, délégation de signature est donnée à Monsieur René GUY.

ARTICLE 11 : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des Sports. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, délégation de signature est donnée à Monsieur Thierry GUITTET.

ARTICLE 12 : Délégation est accordée à Monsieur Alain CANAUD à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Service Funéraire. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain CANAUD, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 13 : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Service Funéraire. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, délégation de signature est donnée à Monsieur Alain CANAUD.

ARTICLE 14 : Délégation est accordée à Monsieur Gérard LASSUS à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Téléalarme. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gérard LASSUS, délégation de signature est donnée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 15 : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la téléalarme. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, délégation de signature est donnée à Monsieur Gérard LASSUS.

ARTICLE 16 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-41
Transmis en Préfecture le	1 6 AVR. 2014
Affiché le	1 6 AVR. 2014
Notifié le	1 7 AVR. 2014
Identifiant	UNC 180528-AR

Fait à Montpellier, le 1 6 AVR. 2014
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de signature relative aux attestations de services faits du pôle SPET

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-9,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2013-68 du 17 janvier 2014 portant délégation de signature pour les attestations de services faits du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°2009-12-581 du 4 décembre 2009 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,
- VU l'organigramme de la Direction des Transports et de la Voirie approuvé lors de la séance du Comité Technique Paritaire du 9 juin 2011,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2013-68 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Madame Florence FUCHS à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € (cinq mille) relatives aux marchés émanant de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement. En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, cette délégation est accordée à Monsieur Thierry ALIS.

ARTICLE 3 : Délégation est accordée à Monsieur Karim OUNOUGHI à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € (cinq mille) relatives aux marchés émanant de la Direction des Transports et de la Voirie. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karim OUNOUGHI, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Sophie SACHET.

ARTICLE 4 : Délégation est accordée à Monsieur Christophe DELIGNY à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € (cinq mille) relatives aux marchés émanant de la Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe DELIGNY, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Karl ABRAHAM.

ARTICLE 5 : Délégation est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 5 000 € (cinq mille) relatifs aux marchés émanant du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, cette délégation est donnée à Madame Florence FUCHS, Messieurs Karim OUNOUGH, Christophe DELIGNY respectivement dans les domaines de l'Eau et de l'Assainissement, des Transports et de la Voirie, de la Prévention et de la Gestion des Déchets.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de l'un des directeurs visés à l'article 5 dans son domaine de compétence, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 7 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de l'un des directeurs visés à l'article 5 dans son domaine de compétence, ainsi que de Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-42
Transmis en Préfecture le	16 AVR. 2014
Affiché le	16 AVR. 2014
Notifié le	17 AVR. 2014
Identifiant	LNC 180530 -PR

Fait à Montpellier le 16 AVR. 2014
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de signature relative aux attestations de services faits du Contrôle de gestion

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** le Code des marchés publics en vigueur,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°2010-3027 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature pour les attestations de services faits de la Direction du Contrôle de Gestion,
- **VU** l'arrêté n°2008-2764 du 25 novembre 2008 portant délégation de signature pour les attestations de services faits concernant la gestion des Temps,
- **VU** la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°05-154 portant affectation de Madame Céline AUDON sur l'emploi de Directrice du contrôle de gestion,

ARRETE

ARTICLE 1 : Les arrêtés n°2010-3027 et n°2008-2764 susvisés sont abrogés.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Madame Céline AUDON à l'effet de signer les attestations de services faits relatifs au Contrôle de Gestion et à l'évolution de l'EPCI.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline AUDON, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à Madame Caroline KNAPP Directrice Adjointe du Contrôle de Gestion dans les mêmes conditions.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitante de Mesdames Céline AUDON et Caroline KNAPP, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-43
Transmis en Préfecture le	16 AVR 2014
Affiché le	16 AVR 2014
Notifié le	17 AVR 2014
Identifiant	UNC 180532 - AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

16 AVR. 2014



Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Délégation de signature relative aux attestations de
services faits du Pôle Développement Territorial**

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2013-28 du 04 avril 2013 portant délégation de signature pour les attestations de services faits du Pôle Développement Territorial,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2013-28 du 04 avril 2013 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Bruno LE ROY à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LE ROY, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Caroline FRIOL.

ARTICLE 3 : Délégation est accordée à Monsieur Eric GOMEZ à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric GOMEZ, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Fabien BLASCO.

ARTICLE 4 : Délégation est accordée à Madame Karine CANER à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction du Développement économique et de l'emploi. En cas d'absence ou d'empêchement

de Madame Karine CANER, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 5 : Délégation est accordée à Monsieur Yves NURIT à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Pôle Développement Territorial.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves NURIT, délégation de signature est donnée à Monsieur Bruno LE ROY, Monsieur Eric GOMEZ, Madame Karine CANER, pour les attestations de services faits relatives aux marchés émanant respectivement de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat, de la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel, de la Direction du Développement économique et de l'emploi.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Messieurs Yves NURIT, Bruno LE ROY, Eric GOMEZ et de Madame Karine CANER, chacun dans son domaine de compétence, délégation, à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 5 000 € H.T émanant du Pôle Développement Territorial, est donnée à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-44
Transmis en Préfecture le	1 6 AVR. 2014
Affiché le	1 6 AVR. 2014
Notifié le	1 7 AVR. 2014
Identifiant	UK-180534-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de signature relative aux attestations de services faits du Pôle Ressources et Moyens

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2011-3299 du 13 décembre 2011 portant délégation de signature pour les attestations de services faits du Pôle Ressources et Moyens,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CELIE sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°2011-3299 du 13 décembre 2011 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Madame Nathalie GANDREAU, à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 1 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des Finances. En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie GANDREAU, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Franck OLIVIE.

ARTICLE 3 : Délégation est accordée à Monsieur Vinh PHAM à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 1 000 € H.T relatives aux marchés émanant

de la Direction des ressources humaines. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vinh PHAM, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Thomas MIZRAKI.

ARTICLE 4 : Délégation est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 1 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des moyens généraux et des bâtiments. En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Mary-Laure DUPUIS.

ARTICLE 5 : Délégation est accordée à Monsieur Pierre BRICE à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 1 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des Ressources informatiques. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Philippe GIPPET.

ARTICLE 6 : Délégation est accordée à Monsieur Philippe RENAUD à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 1 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Laurence BONNET pour la direction adjointe des affaires juridiques et à Monsieur Fabrice MOURET pour la direction adjointe des marchés publics.

ARTICLE 7 : Délégation est accordée à Madame Christel CELIE à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 1 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Pôle Ressources et Moyens. En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christel CELIE, délégation de signature est donnée à Madame Nathalie GANDREAU, Monsieur Vinh PHAM, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Pierre BRICE, Monsieur Philippe RENAUD pour les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 1000 € H.T relatives aux marchés émanant respectivement de la Direction des Finances, de la Direction des ressources humaines, de la Direction des moyens généraux et des bâtiments, de la Direction des ressources informatiques, de la Direction des affaires juridiques et des marchés publics.

ARTICLE 8 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christel CELIE, et de Madame Nathalie GANDREAU, Monsieur Vinh PHAM, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Pierre BRICE, Monsieur Philippe RENAUD chacun dans son domaine de compétence, délégation de signature est donnée pour les attestations de services faits relatives aux marchés dont le montant est supérieur à 1 000 € H.T émanant du Pôle Ressources et Moyens à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 9 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yves NURIT, de Madame Christel CELIE, ainsi qu'à Madame Nathalie GANDREAU, Monsieur Vinh PHAM, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Pierre BRICE, Monsieur Philippe RENAUD chacun dans son domaine de compétence, délégation de signature est donnée pour les attestations de services faits relatives aux marchés dont le montant est supérieur à 1 000 € H.T émanant du Pôle Ressources et Moyens à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 10 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-45
Transmis en Préfecture le	1 6 AVR. 2014
Affiché le	1 6 AVR. 2014
Notifié le	1 7 AVR. 2014
Identifiant	1MC 180537-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

1 6 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le montant est inférieur au égal à 50 000 € HT pour la Direction de de la Prévention et de la Gestion des Déchets

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics 2006,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2012-53 du 10 avril 2012 portant délégation de signature pour la Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009- 09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°2009-12 581 du 4 décembre 2009 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,
- VU la note de service n°05-128 du 18 mars 2005 portant affectation de Monsieur Christophe DELIGNY sur l'emploi de Directeur de la Prévention et de la Gestion des Déchets,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2012-53 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs au domaine « Environnement; Protection des Animaux, Fourrière Animale » d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € HT, délégation est accordée à Monsieur Christophe DELIGNY à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Christophe DELIGNY à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe DELIGNY, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Karl ABRAHAM, Directeur Adjoint de la Prévention et de la Gestion des Déchets.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Christophe DELIGNY et de Monsieur Karl ABRAHAM, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Christophe DELIGNY, de Monsieur Karl ABRAHAM, et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Christophe DELIGNY, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de Monsieur Yves NURIT la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-46
Transmis en Préfecture le	16 AVR. 2014
Affiché le	16 AVR 2014
Notifié le	17 AVR 2014
Identifiant	LNC 180540-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

16 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le montant est inférieur au égal à 50 000 € HT pour la Direction de l'Eau et de l'Assainissement

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics 2006,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2012-89 du 26 juillet 2012 portant délégation de signature pour la Direction de l'Eau et de l'Assainissement,
- **VU** la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2009-09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- **VU** la note de service n°2009-12 581 du 4 décembre 2009 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HÉMAIN sur l'emploi de Directeur Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,
- **VU** la note de service n°2009-12 582 du 4 décembre 2009 portant affectation de Madame Florence FUCHS sur l'emploi de Directrice de l'Eau et de l'Assainissement,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2012-89 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs aux domaines « Assainissement et Eau ; Lutte contre les Inondations » d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € HT, délégation est accordée à Madame Florence FUCHS à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Madame Florence FUCHS à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Thierry ALIS, Directeur Adjoint de l'Eau et de l'Assainissement.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Florence FUCHS et de Monsieur Thierry ALIS, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HÉMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jean-Claude HÉMAIN, de Madame Florence FUCHS et de Monsieur Thierry ALIS, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Florence FUCHS, de Monsieur Thierry ALIS, de Monsieur Jean-Claude HÉMAIN et de Monsieur Yves NURIT la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-47
Transmis en Préfecture le	1 6 AVR 2014
Affiché le	1 6 AVR. 2014
Notifié le	1 7 AVR. 2014
Identifiant	UNC 180542.AR

Fait à Montpellier, le 16 AVR 2014
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le montant est inférieur au égal à 50 000 € HT pour la Direction des Transports et de la voirie

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics 2006,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2013-69 du 17 janvier 2014 portant délégation de signature pour la Direction des Transports et de la Voirie,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009- 09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°2009-12 581 du 4 décembre 2009 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,
- VU la note de service n°2012-02 n°204 du 28 février 2013 portant affectation de Monsieur Karim OUNOUGHI sur l'emploi de Directeur des Transports et de la voirie,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2013-69 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs aux domaines « Santé Handicap, Accessibilité et Gérontopôle ; Tramway, Transports, déplacements ; Voirie, Jalonnement » d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € HT, délégation est accordée à Monsieur Karim OUNOUGHI à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Karim OUNOUGHI à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karim OUNOUGHI, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Madame Sophie SACHET, Directrice Adjointe « Infrastructures, Grands Projets, Déplacements ».

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Karim OUNOUGHI et de Madame Sophie SACHET, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Karim OUNOUGHI, de Madame Sophie SACHET et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Karim OUNOUGHI, de Madame Sophie SACHET, de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de Monsieur Yves NURIT la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-48
Transmis en Préfecture le	1 6 AVR 2014
Affiché le	1 6 AVR 2014
Notifié le	1 7 AVR 2014
Identifiant	UNC 180544 - AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

1 6 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le montant est inférieur au égal à 50 000 € HT pour la Direction des ressources informatiques

- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics 2006,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2012-50 du 10 avril 2012 portant délégation de signature pour la Direction des Ressources Informatiques,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CELIE sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens,
- VU la note de service n°05-137 du 18 mars 2005 portant affectation de Monsieur Pierre BRICE sur l'emploi de Directeur des Ressources informatiques,
- VU la note de service n°09-286 du 25 mai 2009 portant affectation de Monsieur Philippe GIPPET sur l'emploi de Directeur adjoint des Ressources informatiques,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2012-50 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs à l'Informatique, d'un montant inférieur à 50 000 € HT, délégation est accordée à Monsieur Pierre BRICE à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Pierre BRICE à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Philippe GIPPET Directeur adjoint des Ressources informatiques.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre BRICE et de Monsieur Philippe GIPPET, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Christel CELIE, Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre BRICE, de Monsieur Philippe GIPPET et de Madame Christel CELIE, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-49
Transmis en Préfecture le	1 6 AVR 2014
Affiché le	
Notifié le	1 6 AVR. 2014 1 7 AVR. 2014
Identifiant	UNC 180554-AR

Fait à Montpellier, le 16 AVR. 2014
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le montant
est inférieur au égal à 50 000 € HT pour la Direction des Finances**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics 2006,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2012-49 du 10 avril 2012 portant délégation de signature pour la Direction des Finances,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CELIE sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens,
- VU la note de service n°05-404 du 20 septembre 2005 portant affectation de Madame Nathalie GANDREAU sur l'emploi de Directrice des Finances,
- VU la note de service n°2009-07-371 du 1^{er} juillet 2009 portant affectation de Monsieur Franck OLIVIE sur l'emploi de Directeur Adjoint de la Direction des Finances

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2012-49 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs au domaine «Finances» d'un montant inférieur à 50 000 € HT, délégation est accordée à Madame Nathalie GANDREAU à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Madame Nathalie GANDREAU à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie GANDREAU, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Franck OLIVIE, Directeur Adjoint de la Direction des Finances.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Nathalie GANDREAU et de Monsieur Franck OLIVIE, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Christel CELIE, Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Nathalie GANDREAU, de Madame Christel CELIE, et de Monsieur Franck OLIVIE, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-50
Transmis en Préfecture le	1 6 AVR. 2014
Affiché le	1 6 AVR. 2014
Notifié le	1 7 AVR. 2014
Identifiant	URC 180556 AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

1 6 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le montant est inférieur
au égal à 50 000 € HT pour la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics 2006,
- VU l'arrêté n°A2012-48 du 10 avril 2012 portant délégation de signature pour la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CELIE sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens,
- VU la note de service n°05-226 du 18 mai 2005 portant affectation de Madame Isabelle LE VANNIER sur l'emploi de Directrice des Moyens Généraux et des Bâtiments,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2012-48 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs au domaines «Copropriétés; Energies Nouvelles; Bâtiments et Moyens Internes hors Ressources Informatiques» d'un montant inférieur à 50 000 € HT, délégation est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Madame Isabelle LE VANNIER à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Madame Mary-Laure DUPUIS, Directrice Adjointe des Moyens Généraux et des Bâtiments.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Isabelle LE VANNIER et de Madame Mary-Laure DUPUIS, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Christel CELIE, Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Isabelle LE VANNIER, de Madame Mary-Laure DUPUIS et de Madame Christel CELIE, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-51
Transmis en Préfecture le	16 AVR 2014
Affiché le	16 AVR. 2014
Notifié le	17 AVR. 2014
Identifiant	UNC180558-AR

Fait à Montpellier, le 16 AVR. 2014
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le montant est inférieur au égal à 50 000 € HT pour la Direction des ressources humaines

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2012-52 du 10 avril 2012 portant délégation de signature pour la Direction des Ressources Humaines,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CELIE sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens,
- VU la note de service n°11-491 du 13 octobre 2011 portant affectation de Monsieur Vinh PHAM sur l'emploi de Directeur des Ressources Humaines,
- VU la note de service n°2008-169 du 1^{er} mars 2008 portant affectation de Monsieur Thomas MIZRAKI sur l'emploi de Directeur Adjoint des Ressources Humaines,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2012-52 bis susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs au domaine « Personnel » d'un montant inférieur à 50 000 € HT, délégation est accordée à Monsieur Vinh PHAM à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Vinh PHAM à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vinh PHAM, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Thomas MIZRAKI.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Vinh PHAM et de Monsieur Thomas MIZRAKI, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Christel CELIE, Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Vinh PHAM, de Monsieur Thomas MIZRAKI et de Madame Christel CELIE, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-52
Transmis en Préfecture le	16 AVR. 2014
Affiché le	16 AVR. 2014
Notifié le	17 AVR. 2014
Identifiant	UNC 180560. AR

Fait à Montpellier le
M. Philippe SAUREL

16 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le montant est inférieur au
égal à 50 000 € HT pour la Direction de des Affaires Juridiques et des Marchés Publics**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2012-51 du 10 avril 2012 portant délégation de signature pour la Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CELIE sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2012-51 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs au domaines « Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances et Archives » d'un montant inférieur à 50 000€ HT, délégation est accordée à Monsieur Philippe RENAUD, Directeur des Affaires Juridiques et des Marchés Publics à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Philippe RENAUD à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Madame Laurence BONNET, Directrice Adjointe des Affaires Juridiques, et à Monsieur Fabrice MOURET, Directeur Adjoint des Marchés Publics, chacun dans son domaine de compétence.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe RENAUD, de Madame Laurence BONNET et de Monsieur Fabrice MOURET, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Christel CELIE, Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe RENAUD, de Madame Laurence BONNET, de Monsieur Fabrice MOURET, et de Madame Christel CELIE, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-53
Transmis en Préfecture le	16 AVR. 2014
Affiché le	16 AVR. 2014
Notifié le	17 AVR. 2014
Identifiant	unc 180562 - AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

16 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le
montant est inférieur au égal à 50 000 € HT pour l'écolothèque**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2012-44 du 10 avril 2014 portant délégation de signature pour l'écolothèque,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009- 09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°05-135 du 18 mars 2005 portant affectation de Monsieur Vincent LARBEY sur l'emploi de Directeur de l'écolothèque,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2012-44 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relatifs au domaine «Ecolothèque», d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € HT, délégation est accordée à Monsieur Vincent LARBEY, Directeur de l'Ecolothèque, à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités. Pour tous les marchés relevant de sa Direction, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Vincent LARBEY à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent LARBEY, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Vincent LARBEY et de Monsieur Marc DANIEL, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Vincent LARBEY, de Monsieur Marc DANIEL et Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article 1^{er} est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-54
Transmis en Préfecture le	1 6 AVR. 2014
Affiché le	1 6 AVR. 2014
Notifié le	1 7 AVR. 2014
Identifiant	INC 180564-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

1 6 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le montant
est inférieur ou égal à 50 000 € HT pour la Direction de la Téléalarme**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2012-42 du 10 avril 2012 portant délégation de signature pour la Direction de la Téléalarme,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009- 09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°2014-03-367 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'intérim de l'emploi de Directeur du Pôle Culture, Sports, Solidarité,
- VU la note de service n°12-650 du 15 décembre 2008 portant affectation de Monsieur Gérard LASSUS sur l'emploi de Directeur de la Téléalarme,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2012-42 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relatifs au domaine «Téléalarme» d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ HT, délégation est accordée à Monsieur Gérard LASSUS à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de complément suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Gérard LASSUS à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gérard LASSUS, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Marc DANIEL, Directeur par intérim du Pôle Culture, Sports et Solidarité.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Gérard LASSUS et de Monsieur Marc DANIEL, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Gérard LASSUS, et de Monsieur Marc DANIEL et de Monsieur Yves NURIT la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-55
Transmis en Préfecture le	16 AVR. 2014
Affiché le	16 AVR. 2014
Notifié le	17 AVR. 2014
Identifiant	UNC180566-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

16 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le montant
est inférieur au égal à 50 000 € HT pour la Direction de la Culture**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2012-43 du 10 avril 2014 portant délégation de signature pour la Direction de la Culture,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009- 09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°07-026 du 15 juillet 2011 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'emploi de Directeur de la Culture,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2012-43 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs aux domaines « Culture, Enseignements Artistiques, Fêtes Populaires, Site archéologique Lattara Musée Henri PRADES » d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ HT, délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Julien FOURNEL.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc DANIEL et de Monsieur Julien FOURNEL, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc DANIEL, de Monsieur Julien FOURNEL et de Monsieur YVES NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-56
Transmis en Préfecture le	16 AVR. 2014
Affiché le	16 AVR. 2014
Notifié le	17 AVR. 2014
Identifiant	UNC 180569 - AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

16 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le
montant est inférieur au égal à 50 000 € HT pour la Direction des Sports**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2012-41 du 10 avril 2012 portant délégation de signature pour la Direction des Sports,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009- 09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°2014-03-367 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'intérim de l'emploi de Directeur du Pôle Culture, Sports, Solidarité,
- VU la note de service n°07-064 du 15 février 2007 portant affectation de Monsieur Thierry GUITTET sur l'emploi de Directeur des Sports,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2012-41 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs au domaine « Sports » d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € HT, délégation est accordée à Monsieur Thierry GUITTET à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la négociation des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités. Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Thierry GUITTET à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur René GUY, Directeur Adjoint des Sports.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thierry GUITTET et de Monsieur René GUY, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc DANIEL, Directeur par intérim du Pôle Culture, Sports et Solidarité.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur René GUY, et de Monsieur Marc DANIEL, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur René GUY, de Monsieur Marc DANIEL et de Monsieur YVES NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-57
Transmis en Préfecture le	16 AVR. 2014
Affiché le	16 AVR. 2014
Notifié le	17 AVR 2014
Identifiant	UNC 180571-AR

Fait à Montpellier le
M. Philippe SAUREL

16 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le
montant est inférieur au égal à 50 000 € HT pour les Services Funéraires**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2010-3049 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature pour la Direction des Services Funéraires,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009- 09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°2014-03-367 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'intérim de l'emploi de Directeur du Pôle Culture, Sports, Solidarité,
- VU la note de service portant affectation de Monsieur Alain CANAUD sur l'emploi de Directeur des Services Funéraires,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°2010-3049 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés, relatifs au domaine « Services Funéraires » d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € HT, délégation est accordée à Monsieur Alain CANAUD à l'effet de signer tout document relatif aux formalités de publicité, à l'ouverture des plis et aux demandes de complément suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Alain CANAUD à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain CANAUD, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Marc DANIEL, Directeur par intérim du Pôle Culture, Sports, Solidarité.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Alain CANAUD et de Monsieur Marc DANIEL, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Alain CANAUD, de Monsieur Marc DANIEL et de Monsieur YVES NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-58
Transmis en Préfecture le	1 6 AVR. 2014
Affiché le	1 6 AVR. 2014
Notifié le	1 7 AVR. 2014
Identifiant	UNC 180573AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

1 6 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le montant est inférieur au égal à 50 000 € HT pour la Direction du Développement Économique et de l'Emploi

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code des marchés publics 2006 en vigueur,
- VU l'arrêté n°A2012-45 du 10 avril 2012 portant délégation de signature pour la Direction du Développement économique et de l'emploi,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009- 09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,
- VU la note de service n°05-121 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Karine CANER sur l'emploi de Directrice du Développement économique et de l'emploi,
- VU la note de service n°2009-10-527 du 15 octobre 2009 portant affectation de Monsieur Philippe Boulet sur l'emploi de Directeur Adjoint du Développement économique et de l'emploi.

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2012-45 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs au domaine « Relations Internationales; Insertion ; Artisanat, Commerce ; Tourisme ; MMT développement économique et emploi» d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € HT, délégation est accordée à Madame Karine CANER à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de complément suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Madame Karine CANER à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Karine CANER, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Philippe BOULET, Directeur Adjoint du Développement économique et de l'emploi.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Karine CANER et de Monsieur Philippe BOULET, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur du Pôle Développement Territorial.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Karine CANER, de Monsieur Philippe BOULET et de Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-59
Transmis en Préfecture le	1 6 AVR. 2014
Affiché le	1 6 AVR. 2014
Notifié le	1 7 AVR. 2014
Identifiant	INC 1805X-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

1 6 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le montant est inférieur au égal à 50 000 € HT pour la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2012-73 du 10 avril 2012 portant délégation de signature pour la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009- 09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,
- VU la note de service n° 2012-03-63 d'avril 2012 portant affectation de Monsieur Eric GOMEZ sur l'emploi de Directeur du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2012-73 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs aux domaines « Politique Foncière et Aménagement Opérationnel » d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € HT, délégation est accordée à Monsieur Eric GOMEZ, Directeur du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel, à l'effet de signer tout document relatif aux demandes de complément suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Eric GOMEZ à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric GOMEZ, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur du Pôle Développement Territorial.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Eric GOMEZ, et de Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-60
Transmis en Préfecture le	1 6 AVR. 2014
Affiché le	1 6 AVR. 2014
Notifié le	1 7 AVR. 2014
Identifiant	LNC 180577 AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

1 6 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le montant est inférieur au égal à 50 000 € HT pour la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2013-30 du 04 avril 2013 portant délégation de signature pour la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,
- VU la note de service n°2012-09-334 du 4 octobre 2012 portant affectation de Monsieur Bruno Le Roy sur l'emploi de Directeur adjoint de l'Urbanisme et de l'Habitat

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2013-30 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs au domaines « Politique de la Ville, Logement, Habitat ; Urbanisme » d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ HT, délégation est accordée à Monsieur Bruno LE ROY à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de complément suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Bruno LE ROY à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LE ROY, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Madame Caroline FRIOL, Directrice Adjointe de l'Urbanisme et de l'Habitat.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Bruno LE ROY, et de Madame Caroline FRIOL la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur du Pôle Développement Territorial.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Bruno LE ROY, de Madame Caroline FRIOL et de Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-61
Transmis en Préfecture le	16 AVR. 2014
Affiché le	16 AVR. 2014
Notifié le	17 AVR. 2014
Identifiant	UNC 180579 .AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

16 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier
Hérault



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le montant est inférieur ou égal à 90 000 € HT pour la Direction du Contrôle de Gestion

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le Code des marchés publics en vigueur,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les arrêtés n°2010-3046 du 3 décembre 2010 et A2012-40 du 10 avril 2012 portant délégation de signature pour la Direction du Contrôle de Gestion et la gestion des temps,
- **VU** la note de service n°2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°05-154 portant affectation de Madame Céline AUDON sur l'emploi de Directrice du Contrôle de Gestion,

ARRETE

ARTICLE 1 : Les arrêtés n°2010-3046 et n°A2012-40 susvisés sont abrogés.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs aux domaines « Contrôle de Gestion, Evolution de l'EPCI » d'un montant inférieur ou égal à 90 000 € HT, délégation est accordée à Madame Céline AUDON à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de complément suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Madame Céline AUDON à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline AUDON, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Madame Caroline KNAPP, Directrice Adjointe du Contrôle de Gestion.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Céline AUDON et de Madame Caroline KNAPP, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-62
Transmis en Préfecture le	16 AVR. 2014
Affiché le	16 AVR. 2014
Notifié le	17 AVR. 2014
Identifiant	UNC 120581.AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le montant est inférieur ou égal à 90 000 € HT pour les Maisons d'Agglomération, la Direction de la Communication et la Direction du Protocole

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2010-3048 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature pour les attestations de services faits à Madame Sophie SALELLES,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°2010-3048 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant des Maisons d'Agglomération, de la Direction de la Communication et de la Direction du Protocole, d'un montant inférieur ou égal à 90 000€ HT, délégation est accordée à Monsieur Christian FINA à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de complément suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Christian FINA à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian FINA, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-63
Transmis en Préfecture le	16 AVR. 2014
Affiché le	16 AVR. 2014
Notifié le	17 AVR. 2014
Identifiant	UNC 180583.AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

16 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et inférieur ou égal à 90 000 € HT relevant du Pôle Ressources et Moyens

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2012-36 du 10 avril 2012 portant délégation de signature pour les marchés relevant du Pôle Ressources et Moyens,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CELIE sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2012-36 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Madame Christel CELIE à l'effet de signer tout document relatif aux formalités de publicité concernant les contrats publics.

ARTICLE 3 : Pour les marchés, relevant de son Pôle, relatifs aux domaines « Personnel; Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances et Archives, Energies Nouvelles, Bâtiments, Moyens internes, Finances, Copropriétés, Innovation, Ressources Informatiques », d'un montant supérieur à 50 000 € HT et inférieur ou égal à 90 000 € HT, délégation est accordée à Madame Christel CELIE à l'effet de signer tout document relatif :

- 2.1/ aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures pour les marchés compris entre 50 000 € HT ou égal 90 000 € HT;
- 2.2/ aux demandes de précisions et de compléments à l'issue de l'enregistrement des offres, à la négociation des offres ainsi qu'à la gestion des avances, cession de créances, mise en demeure et

application des pénalités pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000 € HT et inférieurs aux seuils des procédures formalisées tels que définis aux articles 26.II et 144.III du Code des marchés publics, pour les marchés de fourniture et services à 1 500 000 HT en travaux, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christel CELIE, la délégation de signature visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christel CELIE et de Monsieur Yves NURIT, la délégation de signature visée à l'article 2 est donnée à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-64
Transmis en Préfecture le	1 6 AVR. 2014
Affiché le	1 6 AVR. 2014
Notifié le	1 7 AVR. 2014
Identifiant	UNC 180585.AA

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

1 6 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et inférieur ou égal à 90 000 € HT relevant du pôle Culture, Sports, Solidarité

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2014-15 du 04 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Marc DANIEL,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009- 09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°2014-03-367 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'intérim de l'emploi de Directeur du Pôle Culture, Sports, Solidarité,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2014-15 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés, relevant de son Pôle, relatifs aux domaines de la Culture, du Sport et de la solidarité (téléalarme et services funéraires) d'un montant supérieur à 50 000 € HT et inférieur ou égal à 90 000 € HT délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer tout document relatif:

2.1/ aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures pour les marchés compris entre 50 000 € HT et 90 000 € HT,

2.2/ aux demandes de précisions et de compléments à l'issue de l'enregistrement des offres, à la négociation des offres ainsi qu'à la gestion des avances, cession de créances, mise en demeure et application des pénalités pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000 € HT et inférieurs :

- aux seuils des procédures formalisées tels que définis aux articles 26.II et 144.III du code des marchés publics pour les marchés de fourniture et services,

- à 1 500 000 HT en travaux, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, la délégation de signature visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc DANIEL et de Monsieur Yves NURIT, la délégation de signature visée à l'article 2 est donnée à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-65
Transmis en Préfecture le	16 AVR. 2014
Affiché le	16 AVR. 2014
Notifié le	17 AVR. 2014
Identifiant	LNC 180587.AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

16 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et inférieur ou égal à 90 000 € HT relevant du Pôle Développement Territorial

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2012-38 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Yves NURIT,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009- 09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,
- VU la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CELIE sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2012-38 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés, relevant de son Pôle, relatifs aux domaines du développement économique et de l'emploi, du foncier et de l'aménagement opérationnel ainsi que de l'urbanisme et de l'habitat d'un montant supérieur à 50 000 € HT et inférieur ou égal à 90 000 € HT délégation est accordée à Yves NURIT à l'effet de signer tout document relatif:

- 2.1/ aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures pour les marchés compris entre 50 000 € HT et 90 000 € HT;
- 2.2/ aux demandes de précisions et de compléments à l'issue de l'enregistrement des offres, à la négociation des offres ainsi qu'à la gestion des avances, cession de créances, mise en demeure et application des pénalités pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000 € HT et inférieurs :
- aux seuils des procédures formalisées tels que définis aux articles 26.II et 144.III du code des marchés publics pour les marchés de fourniture et services;
- à 1 500 000 HT en travaux, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves NURIT, la délégation de signature visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Christel CELIE, Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christel CELIE et de Monsieur Yves NURIT, la délégation de signature visée à l'article 2 est donnée à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-66
Transmis en Préfecture le	16 AVR. 2014
Affiché le	16 AVR. 2014
Notifié le	17 AVR. 2014
Identifiant	UNC 180589-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

16 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Délégation de signature relative aux procédures marchés dont le
montant est supérieur à 50 000 € HT et inférieur ou égal à 90 000 € HT
relevant du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2012-39 du 10 avril 2012 portant délégation de signature concernant le Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009- 09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°2009-12-581 du 4 décembre 2009 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2012-39 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés, relevant de son Pôle, relatifs aux domaines de l'Assainissement, de l'eau, de la lutte contre les inondations, des Transports et de la Voirie ainsi que de l'Environnement d'un montant supérieur à 50 000 € HT et inférieur ou égal à 90 000 € HT délégation est accordée à Jean-Claude HEMAIN à l'effet de signer tout document relatif:

2.1/ aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures pour les marchés compris entre 50 000 € HT et 90 000 € HT,

2.2/ aux demandes de précisions et de compléments à l'issue de l'enregistrement des offres, à la négociation des offres ainsi qu'à la gestion des avances, cession de créances, mise en demeure et application des pénalités pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000 € HT et inférieurs :

- aux seuils des procédures formalisées tels que définis aux articles 26.II et 144.III du code des marchés publics pour les marchés de fourniture et services,
- à 1 500 000 HT en travaux, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HÉMAIN, la délégation de signature visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jean-Claude HÉMAIN et de Monsieur Yves NURIT, la délégation de signature visée à l'article 2 est donnée à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-67
Transmis en Préfecture le	16 AVR. 2014
Affiché le	16 AVR. 2014
Notifié le	17 AVR. 2014
Identifiant	ENC 180591 AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

16 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Délégation de signature relative aux ordres de services
concernant la direction du Contrôle de Gestion**

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2010-3070 du 03 décembre 2010 portant délégation de signature pour les ordres de services émanant de la Direction du Contrôle de Gestion,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009- 09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,
- VU la note de service n°05-154 portant affectation de Madame Céline AUDON sur l'emploi de Directrice du Contrôle de Gestion,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°2010-3073 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Madame Céline AUDON à l'effet de signer les ordres de services émanant de la Direction du Contrôle de Gestion.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline AUDON, délégation de signature est donnée à Madame Caroline Knapp, Directrice Adjointe du Contrôle de Gestion.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Céline AUDON et de Madame Caroline Knapp, la délégation définie à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian Fina, Directeur Général des Services.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-68
Transmis en Préfecture le	16 AVR. 2014
Affiché le	16 AVR. 2014
Notifié le	17 AVR. 2014
Identifiant	IMC 180593-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

16 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Délégation de signature relative aux ordres de services concernant les Maisons
d'Agglomération, la Direction de la Communication et la Direction du Protocole**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2010-3072 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature pour les ordres de service à Madame Sophie SALELLES,
- VU la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°2010-3072 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Christian FINA à l'effet de signer les ordres de service relatifs aux Maisons d'Agglomération, à la Direction de la Communication et à la Direction du Protocole.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian FINA, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-69
Transmis en Préfecture le	16 AVR 2014
Affiché le	16 AVR 2014
Notifié le	17 AVR 2014
Identifiant	LNC 180595-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

16 AVR. 2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Délégation de signature relative aux ordres de mission des
agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2012-126 du 21 novembre 2012 portant délégation de signature concernant les ordres de mission,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n° 05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CÉLIÉ sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens,
- **VU** la note de service n°2014-03-367 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'intérim de l'emploi de Directeur du Pôle Culture, Sports, Solidarité,
- **VU** la note de service n°09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,
- **VU** la note de service n°2009-12 581 du 4 décembre 2009 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire que la Communauté d'Agglomération de Montpellier puisse produire sans délai les ordres de mission de ses agents,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2012-126 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est accordée à Madame Christel CÉLIÉ, à Messieurs Marc DANIEL, Yves NURIT, Jean-Claude HEMAIN à l'effet de signer les ordres de mission des agents de leur pôle respectif à l'exception de ceux visés à l'article 4.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christel CÉLIÉ, la délégation définie à l'article précédent est accordée dans les mêmes conditions à Mesdames Nathalie GANDREAU et Isabelle LEVANNIER, Messieurs Pierre BRICE, Philippe RENAUD et Vinh PHAM pour les ordres de mission relevant des agents de leur direction respective.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation définie à l'article précédent est accordée dans les mêmes conditions à Madame Florence FUCHS-JESSLEN, Messieurs Christophe DELIGNY et Karim OUNOUGHY pour les ordres de mission relevant des agents de leur direction respective.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article précédent est accordée dans les mêmes conditions à Madame Karine CANER, Messieurs Eric GOMEZ et Bruno LEROY pour les ordres de mission relevant des agents de leur direction respective.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, la délégation définie à l'article précédent est accordée dans les mêmes conditions à Messieurs Julien FOURNEL pour la Direction de la Culture, Thierry GUTTET, Alain CANAUD et Gérard LASSUS pour les ordres de mission relevant des agents de leur direction respective.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Christian FINA à l'effet de signer les ordres de mission concernant les agents du contrôle de gestion, de la Direction de la Communication, du protocole et des maisons d'Agglomération ainsi que les ordres de mission à l'étranger et les ordres de mission nécessitant sa signature au regard des spécificités du déplacement des agents de la Communauté d'Agglomération.

En son absence ou empêchement, la délégation définie ci-dessus est accordée dans les mêmes conditions aux Directeurs de Pôle visés à l'article 2 pour leurs agents respectifs et à Monsieur Yves NURIT pour les autres agents.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-70
Transmis en Préfecture le	25.04.14
Affiché le	25.04.14
Notifié le	
Identifiant	UMC 180675-AR

Fait à Montpellier, le 25/04/2014
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de fonction à Mme Catherine DARDE

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Catherine DARDÉ dans le domaine de la Politique de la Ville. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Madame Catherine DARDÉ est habilitée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 2.

ARTICLE 2 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 1, Madame Catherine DARDÉ est autorisée à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 1 et 2 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,

- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties,

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II. du code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine DARDÉ, les délégations prévues aux articles 1 et 2 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-71
Transmis en Préfecture le	25.04.2014
Affiché le	25.04.2014
Notifié le	
Identifiant	IMC 180878 . AR

Fait à Montpellier, le 25/04/2014
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

Délégation de fonction à M. Max LEVITA

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Max LÉVITA est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 2.

ARTICLE 2 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 1, Monsieur Max LÉVITA est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 1 et 2 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties,

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II. du code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LÉVITA, les délégations prévues aux articles 1 et 2 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LÉVITA et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-72
Transmis en Préfecture le	25.04.2014
Affiché le	25.04.2014
Notifié le	
Identifiant	LHC 180880 - AR

Fait à Montpellier, le 25/04/2014
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de fonction à Mme Stéphanie JANNIN

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le Code des marchés publics en vigueur,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines de l'Urbanisme et de l'Aménagement. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Madame Stéphanie JANNIN est habilitée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 2.

ARTICLE 2 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et des domaines de compétence définis à l'article 1, Madame Stéphanie JANNIN est autorisée à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 1 et 2 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties,

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II. du code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie JANNIN, les délégations prévues aux articles 1 et 2 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Stéphanie JANNIN et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-73
Transmis en Préfecture le	25.04.14
Affiché le	25.04.14
Notifié le	
Identifiant	LMC 180882 - AR

Fait à Montpellier, le 25/04/2014
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de fonction à M. Cyril MEUNIER

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine de l'Environnement. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Cyril MEUNIER est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 2.

ARTICLE 2 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 1, Monsieur Cyril MEUNIER est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 1 et 2 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties,

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II. du code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Cyril MEUNIER, les délégations prévues aux articles 1 et 2 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Cyril MEUNIER et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-74
Transmis en Préfecture le	25.04.14
Affiché le	25.04.14
Notifié le	
Identifiant	INC 130884 - AR

Fait à Montpellier, le 25/04/2014
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de fonction à Mme Isabelle GUIRAUD

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le Code des marchés publics en vigueur,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines de l'Administration Générale, du Contentieux et des Affaires Juridiques. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Madame Isabelle GUIRAUD est habilitée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 2.

ARTICLE 2 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et des domaines de compétence définis à l'article 1, Madame Isabelle GUIRAUD est autorisée à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 1 et 2 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties,

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II. du code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle GUIRAUD, les délégations prévues aux articles 1 et 2 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle GUIRAUD et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-75
Transmis en Préfecture le	25.04.14
Affiché le	25.04.14
Notifié le	
Identifiant	UMC 180889 - AR

Fait à Montpellier, le 25/04/2014
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de fonction à M. Laurent JAOUL

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le Code des marchés publics en vigueur,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Laurent JAOUL dans les domaines de la proximité et des relations avec les usagers. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Laurent JAOUL est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 2.

ARTICLE 2 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et des domaines de compétence définis à l'article 1, Monsieur Laurent JAOUL est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 1 et 2 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties,

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II. du code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent JAOU, les délégations prévues aux articles 1 et 2 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent JAOU et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-76
Transmis en Préfecture le	25.04.14
Affiché le	25.04.14
Notifié le	
Identifiant	UMC 180891 AR

Fait à Montpellier le 25/04/2014
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

Délégation de fonction à M. Bernard TRAVIER

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le Code des marchés publics en vigueur,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Bernard TRAVIER est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 2.

ARTICLE 2 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 1, Monsieur Bernard TRAVIER est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 1 et 2 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties,

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II. du code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard TRAVIER, les délégations prévues aux articles 1 et 2 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Bernard TRAVIER et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-77
Transmis en Préfecture le	25.04.14
Affiché le	25.04.14
Notifié le	
Identifiant	UMC 18085 - AR

Fait à Montpellier, le 25 10 2014
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de fonction à Mme Isabelle GIANIEL

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le Code des marchés publics en vigueur,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Madame Isabelle GIANIEL est habilitée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 2.

ARTICLE 2 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et des domaines de compétence définis à l'article 1, Madame Isabelle GIANIEL est autorisée à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 1 et 2 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties,

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II. du code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle GIANIEL, les délégations prévues aux articles 1 et 2 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle GIANIEL et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-78
Transmis en Préfecture le	25.04.14
Affiché le	25.04.14
Notifié le	
Identifiant	U4C 180897-AR

Fait à Montpellier, le 25/04/2014
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de fonction à M. Rabii YOUSSEUS

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le Code des marchés publics en vigueur,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine «Espace Public». Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Rabii YOUSSEUS est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 2.

ARTICLE 2 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 1, Monsieur Rabii YOUSSEUS est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 1 et 2 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties,

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II. du code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Rabii YOUSSEUS, les délégations prévues aux articles 1 et 2 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Rabii YOUSSEUS et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-79
Transmis en Préfecture le	25.04.14
Affiché le	25.04.14
Notifié le	
Identifiant	UMC 180899 - AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

25/04/2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de fonction à M. Jean-Luc MEISSONNIER

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans les domaines des Sports et des Traditions. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 2.

ARTICLE 2 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et des domaines de compétence définis à l'article 1, Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 1 et 2 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties,

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II. du code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, les délégations prévues aux articles 1 et 2 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-80
Transmis en Préfecture le	25.04.14
Affiché le	25.04.14
Notifié le	
Identifiant	IMC 1809 01 - AR

Fait à Montpellier, le 25 04 2014
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de fonction à Mme Isabelle TOUZARD

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le Code des marchés publics en vigueur,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Isabelle TOUZARD dans les domaines de l'Emploi, des TPE&PME, de l'Artisanat et de l'Agriculture. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Madame Isabelle TOUZARD est habilitée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 2.

ARTICLE 2 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et des domaines de compétence définis à l'article 1, Madame Isabelle TOUZARD est autorisée à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 1 et 2 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties,

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II. du code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle TOUZARD, les délégations prévues aux articles 1 et 2 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle TOUZARD et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-81
Transmis en Préfecture le	25.04.14
Affiché le	25.04.14
Notifié le	
Identifiant	UMC 180903-AR

Fait à Montpellier, le 25/04/2014
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de fonction à M. Pierre BONNAL

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le Code des marchés publics en vigueur,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Pierre BONNAL en qualité de Vice-Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Pierre BONNAL dans le domaine des Ressources Humaines. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Pierre BONNAL est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 2.

ARTICLE 2 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 1, Monsieur Pierre BONNAL est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 1 et 2 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties,

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II. du code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BONNAL, les délégations prévues aux articles 1 et 2 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre BONNAL et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-82
Transmis en Préfecture le	25.04.14
Affiché le	25.04.14
Notifié le	
Identifiant	JMC 180905 - AR

Fait à Montpellier, le 25/04/2014
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de fonction à M. René REVOL

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le Code des marchés publics en vigueur,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur René REVOL dans les domaines de l'eau et des milieux aquatiques. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur René REVOL est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 2.

ARTICLE 2 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et des domaines de compétence définis à l'article 1, Monsieur René REVOL est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 1 et 2 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties,

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II. du code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur René REVOL, les délégations prévues aux articles 1 et 2 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur René REVOL et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-83
Transmis en Préfecture le	25.04.14
Affiché le	25.04.14
Notifié le	
Identifiant	UMC 180307-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

25/04/2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de fonction à Mme Chantal MARION

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le Code des marchés publics en vigueur,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique et de l'attractivité. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Madame Chantal MARION est habilitée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 2.

ARTICLE 2 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et des domaines de compétence définis à l'article 1, Madame Chantal MARION est autorisée à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 1 et 2 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties,

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II. du code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Chantal MARION, les délégations prévues aux articles 1 et 2 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Chantal MARION et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-84
Transmis en Préfecture le	25.04.14
Affiché le	25.04.14
Notifié le	
Identifiant	UNC 180909_42

Fait à Montpellier, le 25/04/2014
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de fonction à M. Noël SEGURA

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le Code des marchés publics en vigueur,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Noël SÉGURA en qualité de Vice-Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Noël SÉGURA dans le domaine du Logement. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Noël SÉGURA est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 2.

ARTICLE 2 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 1, Monsieur Noël SÉGURA est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 1 et 2 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties,

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II. du code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Noël SÉGURA, les délégations prévues aux articles 1 et 2 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Noël SÉGURA et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-85
Transmis en Préfecture le	25.04.14
Affiché le	25.04.14
Notifié le	
Identifiant	IMC 180911-AR

Fait à Montpellier, le 25/04/2014
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de fonction à M. Abdi EL KANDOUSSI

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le Code des marchés publics en vigueur,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI en qualité de membre du Bureau,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine de la Communication. Cette délégation couvre toutes les attributions du Président dans le domaine de la Communication et la signature de tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence, sous les réserves visées ci-après à l'article 2.

ARTICLE 2 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 1, Monsieur Abdi EL KANDOUSSI est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 1 et 2 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,

- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties,

La délégation de fonction définie à l'article 1 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II. du code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, les délégations prévues aux articles 1 et 2 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-87
Transmis en Préfecture le	25.04.14
Affiché le	25.04.14
Notifié le	
Identifiant	UMC 180915-AR

Fait à Montpellier le 25/04/2014
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de fonction à M. Jean-François AUDRIN

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le Code des marchés publics en vigueur,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de membre du Bureau,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de la Protection des animaux. Cette délégation couvre toutes les attributions du Président dans le domaine de la Protection des animaux et la signature de tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence, sous les réserves visées ci-après à l'article 2.

ARTICLE 2 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 1, Monsieur Jean-François AUDRIN est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 1 et 2 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,

- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties,

La délégation de fonction définie à l'article 1 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II. du code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-François AUDRIN, les délégations prévues aux articles 1 et 2 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-François AUDRIN et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-88
Transmis en Préfecture le	25.04.14
Affiché le	25.04.14
Notifié le	
Identifiant	UNC 180918 -AR

Fait à Montpellier le 25.04.14
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Représentant de M. le Président à la CDSP Eau potable,
Eau brute et Assainissement : M. René REVOL**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1411-5 et L.5211-9,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **Vu la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à composition et l'élection des membres du Bureau notamment l'élection de Monsieur René Revol en qualité de treizième Vice-Président,**
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12206 du 22 avril 2014 relative à la composition et à l'élection des membres de la Commission de Délégation du Service Public Eau potable, Eau brute et Assainissement,
- **CONSIDERANT** que le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, président de droit de la Commission de Délégation du Service Public Eau potable, Eau brute et Assainissement peut désigner une personne appelée à le représenter,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Monsieur René REVOL est désigné en qualité de représentant du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la présidence de Commission de Délégation du Service Public pour Eau potable, Eau brute et Assainissement.

ARTICLE 2 : Monsieur René REVOL est autorisé à signer tous documents relatifs au fonctionnement et aux attributions de cette Commission.

ARTICLE 3 : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-89
Transmis en Préfecture le	25.04.14
Affiché le	25.04.14
Notifié le	
Identifiant	IMC 180921-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

25/04/2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Représentant de M. le Président à la CDSP pour le traitement
des déchets ménagers et assimilés : M. Cyril MEUNIER**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1411-5 et L.5211-9,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à la composition et à l'élection des membres du Bureau, notamment de Monsieur Cyril Meunier en qualité de quatrième Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12207 du 22 avril 2014 relative à la composition et à l'élection des membres de la Commission de Délégation du Service Public pour le traitement des déchets ménagers et assimilés,
- **CONSIDERANT** que le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, président de droit de la Commission de Délégation du Service Public pour le traitement des déchets ménagers et assimilés, peut désigner une personne appelée à le représenter,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Monsieur Cyril MEUNIER est désigné en qualité de représentant du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la présidence de Commission de Délégation du Service Public pour le traitement des déchets ménagers et assimilés,

ARTICLE 2 : Monsieur Cyril MEUNIER est autorisé à signer tous documents relatifs au fonctionnement et aux attributions de cette Commission.

ARTICLE 3 : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-90
Transmis en Préfecture le	25.04.14
Affiché le	25.04.14
Notifié le	
Identifiant	UNC 180923-A2

Fait à Montpellier, le 25/04/2014
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Représentante de M. le Président à la CDSP pour la gestion et
l'exploitation du Zénith et du Corum : Mme Chantal MARION**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1411-5 et L.5211-9,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à la composition et à l'élection des membres du Bureau notamment l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de quatorzième Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12208 du 22 avril 2014 relative à la composition et à l'élection des membres de la Commission de Délégation du Service Public pour la gestion et l'exploitation du Zénith et du Corum,
- **CONSIDERANT** que le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, président de droit de la Commission de Délégation du Service Public pour la gestion et l'exploitation du Zénith et du Corum, peut désigner une personne appelée à le représenter,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Madame Chantal MARION est désignée en qualité de représentante du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la présidence de Commission de Délégation du Service Public pour la gestion et l'exploitation du Zénith et du Corum,

ARTICLE 2 : Madame Chantal MARION est autorisée à signer tous documents relatifs au fonctionnement et aux attributions de cette Commission.

ARTICLE 3 : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-91
Transmis en Préfecture le	25.04.14
Affiché le	25.04.14
Notifié le	
Identifiant	UNE 180925 - AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

25/04/14

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur.le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Représentante de M. le Président à la CDSP pour la gestion et l'exploitation
du service des transports urbains et de la mobilité : Mme Isabelle GIANIEL**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1411-5 et L.5211-9,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12209 du 22 avril 2014 relative à la composition et à l'élection des membres de la Commission de Délégation du Service Public pour la gestion et l'exploitation du service des transports urbains et de la mobilité,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à la composition et à l'élection des membres du Bureau, notamment l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de huitième Vice-Présidente,
- **CONSIDERANT** que le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, président de droit de la Commission de Délégation du Service Public pour la gestion et l'exploitation du service des transports urbains et de la mobilité peut désigner une personne appelée à le représenter,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Madame Isabelle GIANIEL est désignée en qualité de représentant du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la présidence de Commission de Délégation du Service Public pour la gestion et l'exploitation du service des transports urbains et de la mobilité,

ARTICLE 2 : Madame Isabelle GIANIEL est autorisée à signer tous documents relatifs au fonctionnement et aux attributions de cette Commission.

ARTICLE 3 : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-92
Transmis en Préfecture le	25.04.14
Affiché le	25.04.14
Notifié le	
Identifiant	IMC 180927.AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

25/04/2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Représentant de M. le Président à la CDSP pour la gestion et
l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum : Bernard TRAVIER**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1411-5 et L.5211-9,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12211 du 22 avril 2014 relative à la composition et à l'élection des membres de la Commission de Délégation du Service Public pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à la composition et à l'élection des membres du Bureau, notamment l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de septième Vice-Président,
- **CONSIDERANT** que le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, président de droit de la Commission de Délégation du Service Public pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum, peut désigner une personne appelée à le représenter,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Monsieur Bernard TRAVIER est désigné en qualité de représentant du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la présidence de Commission de Délégation du Service Public pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum,

ARTICLE 2 : Monsieur Bernard TRAVIER est autorisé à signer tous documents relatifs au fonctionnement et aux attributions de cette Commission.

ARTICLE 3 : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-95
Transmis en Préfecture le	25.04.14
Affiché le	25.04.14
Notifié le	
Identifiant	LMC 180932 -AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

25/04/2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Représentant de M. le Président à la CDSP pour la gestion
et l'exploitation des services funéraires : Laurent JAOUL**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1411-5 et L.5211-9,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12212 du 22 avril 2014 relative à la composition et à l'élection des membres de la Commission de Délégation du Service Public pour la gestion et l'exploitation des services funéraires,
- Vu la délibération 12200 du 22 avril 2014 relative à la composition et à l'élection des membres du Bureau, notamment de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de sixième Vice-Président ,
- **CONSIDERANT** que le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, président de droit de la Commission de Délégation du Service Public pour la gestion et l'exploitation des services funéraires, peut désigner une personne appelée à le représenter,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Monsieur Laurent JAOUL est désigné en qualité de représentant du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la présidence de Commission de Délégation du Service Public pour la gestion et l'exploitation des services funéraires,

ARTICLE 2 : Monsieur Laurent JAOUL est autorisé à signer tous documents relatifs au fonctionnement et aux attributions de cette Commission.

ARTICLE 3 : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-96
Transmis en Préfecture le	25.04.14
Affiché le	25.04.14
Notifié le	
Identifiant	LMC 180934- AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

25/04/2014

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Délégation de signature à M. Max LEVITA relative aux pièces comptables

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation est attribuée à Monsieur Max LÉVITA à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de la Communauté d'Agglomération de Montpellier comprenant notamment :

- Les mandats, titres, certificats de paiement des marchés, réductions de titres, ordres de reversement, mandats d'annulation, bordereaux de titres et mandats de bordereaux de rejet,
- les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel, les rectifications apportées aux factures et aux mandats,
- les admissions en non-valeur,
- les états de poursuite par voie de saisie des redevables,
- les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion,
- les états de restes à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées,

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LÉVITA les délégations prévues à l'article 1 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA,

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LÉVITA et de Monsieur Christian FINA, Monsieur Yves NURIT reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LÉVITA, de Monsieur Christian FINA et de Monsieur Yves NURIT, Madame Christel CELIE reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-97
Transmis en Préfecture le	25.04.14
Affiché le	25.04.14
Notifié le	
Identifiant	IHC 180967 - AR

Fait à Montpellier, le 25/04/2014
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.